Lettres de Byblos
Letters from Byblos

No. 14

THEODOR HANF

E pluribus unun ?
Opinions et attitudes libanaises sur la coexistence

Centre International pour les Sciences de l'Homme
Et
Freidrich-Ebert-Stiftung

Byblos 2007

Contenu

Crainte de l'avenir, prudence, impuissance :
Des sensibilités psychosociales

La crise de l'esprit d'entreprise :
Attitudes vis-à-vis de l'économie et de la société

Une nation de croyants

Affinités : attitudes vis-à-vis de la famille et de la société

Catégories de la population, communautés et identité

Instantanés d'un système politique et des orientations politiques

Démocrates par conviction et encore plus par nécessité

Perspectives de la coexistence

Remerciements :

En 1982, le premier des 6 sondages sur les attitudes et les opinions des libanais actifs au niveau économique a été entrepris sur le terrain. Le partenaire de l'auteur à ce moment là était Samir Farah, directeur du bureau de Beyrouth de la Fondation Freidrich -Ebert. Vingt- cinq ans plus tard, il est devenu de nouveau mon partenaire et cette fois-ci, mon sponsor aussi. Pour cette raison, il mérite des remerciements doubles.

Salim Nasr et l'auteur ont conjointement développé le questionnaire en 1982 et Salim l'a traduit en arabe. En 2006, il a aidé à élaborer certains éléments supplémentaires afin d'aborder la situation actuelle dans le pays. La sensibilité de Salim à l'égard des manières d'exprimer les opinions a été essentielle afin d'élaborer un instrument de sondage qui a résisté à l'épreuve du temps.

Boutros Labaki et Kamal Féghali ont chaudement débattu et ont finalement choisi l'échantillon. Ils ont organisé le travail sur le terrain – en 2006 dans des circonstances légèrement plus faciles que celles de 1982. Avec leur personnel, ils ont adopté la même approche méthodologique dans les sondages précédents et ont ainsi considérablement contribué à assurer la comparabilité des données.

Rym Momtaz s'est chargée de l'introduction des données, Petra Bauerle s'est elle chargée de l'analyse statistique. John Richardson a traduit le texte de l'auteur en anglais et Angella Hermann s'est chargée à merveille de la mise en page. Je leur suis reconnaissant à tous. Je me tiens personnellement responsable de toutes erreurs et lacunes.

Theodor Hanf

E pluribus unum ?
Opinions et attitudes libanaises sur la coexistence

Theodor Hanf

Les sondages représentatifs pendant la guerre et la guerre civile – en 1982, 1984, 1986 et 1987 – ont montré un désir clair de tous les libanais, indépendamment de leurs communautés religieuses, de vivre en paix dans le même pays. Au cœur de la guerre, la conséquence qui portait le plus d'espoir de ce phénomène précisément était l'émergence de la nation[1].

Douze ans après la fin de la guerre, le Liban était sous l'emprise syrienne ferme. En raison de cela, un sondage en 2002 a confirmé les résultats précédents. Les libanais s'acceptaient tels qu'ils étaient : différents mais dépendants les uns des autres. Pour eux, la coexistence n'est pas uniquement possible mais aussi enrichissante – une nation sceptique mais une nation comme même[2]

Cette situation a-t-elle changé depuis le retrait de l'armée syrienne ? Un sondage empirique de la population économiquement active effectué au début de l'année 2006, quelques mois avant l'agression israélienne contre le Hezbollah, a cherché à explorer cette question. Le sondage a été effectué en utilisant un questionnaire établi selon les enquêtes précédentes et un échantillon arbitraire (N=2016)[3] réparti en quotas régionaux. En raison de l'absence de statistiques sociales et économiques dans le pays, ces quotas régionaux[4] - et par conséquent, les proportions des adhérents des différentes communautés religieuses[5] - ne peuvent pas être acceptés comme reflétant la réalité au – delà de tout doute. Aux fins de cette étude, il est nécessaire de discuter des différentes hypothèses démographiques[6] qui font au Liban l'objet

[1] Theodor HANF, Koexistenz im Krieg. Staatszerfall und Entstehen einer Nation im Libanon, Baden-Baden: Nomos 1990; édition anglaise élargie : Coexistence in war- time Lebanon. Decline of a State and Rise of a Nation, Londres : Tauris 1993

[2] Theodor HANF, the Sceptical Nation. Opinions and attitudes 12 years after the end of the war, dans : Idem & Nawaf Salam, Lebanon in Limbo. Postwar Society and State in an Uncertain Regional Environement, Baden-Baden : Nomos 2003, pp. 197-228

[3] Les 2 sondages effectués après la guerre diffèrent des sondages précédents dans le pourcentage des sondés qui ont refusé de répondre à certaines questions. En 2002, ceci était en liaison en particulier avec les questions d'orientation politique et en 2006 avec les questions sur le revenu. La crainte des autorités fiscales a remplacé la crainte de l'expression politique.

[4] Les plus grandes divergences entre les sondages durant et après la guerre ont été enregistrées dans une région comprenant Achrafieh, Beyrouth de l'Est, le Metn, le Kesrwan et Jbeil : dans les sondages précédents, la population économiquement active constituait en moyenne 28% de la population totale alors que dans les 2 derniers sondages elle a constitué uniquement 17,1% et 18,7% respectivement et ce sont des taux sont très bas étant donné l'importance économique de la région.

[5] Comme conséquence du faible quota attribué à la région chrétienne la plus dense au niveau de la population, la proportion des Chrétiens a reculé jusqu'à 33% (2002) et (40%) en (2006) de l'échantillon total en comparaison avec 48% dans les sondages précédents. En 2006, 28,2% des sondés étaient Chiiites, 25,6% Sunnites, 24,3% Maronites, 9,3% sont Grecs Orthodoxes, 5,7% sont Druzes, 4,6% Grecs Catholiques et 2,1% arméniens et membres d'autres communautés chrétiennes. Environ 6% n'ont donné aucun détail sur l'affiliation religieuse ; dans ce qui suivent, nous avons uniquement pris en considération les sondés qui ont donné des détails.

[6] Cf ; par exemple les différences entre les données de Kamal Féghali, les communautés du Liban. Approche démographique, Zalka : Makhtariat, juillet 2002 et Boutros Labaki, Données Démographique communautaires du Liban, 1996. idem, from Regionalization to Globalization. The Lebanese emigration since the end of the

d'une exégèse exquise déformée au niveau politique. Dans le cadre de notre enquête, il serait convenable de comparer avec une précision suffisante les attitudes et les opinions des sondés de différentes couches, régions et métiers d'une part et des diverses communautés religieuses d'autre part.

Crainte de l'avenir, prudence, impuissance : Des sensibilités psychosociales

Selon toute apparence, le Liban d'aujourd'hui, comme dans le passé, est un pays plein de joie de vivre, hospitalier et convivial. Cependant, dans leurs attitudes vis-à-vis de la vie et de l'environnement social, l'image que les libanais donnent est celle d'une menace presque oppressivement palpable à ce mode de vie.

> *« Lorsque je pense à l'avenir, je ressens de l'incertitude et de la peur » .*

Dans les 4 sondages effectués en temps de guerre, environ 60% des sondés ont répondu par l'affirmative, en 2002, 81% et en 2006 pas moins que 84%. La crainte de l'avenir augmente avec l'âge[7] et recule avec le niveau de l'éducation[8]. Mais cette crainte est supérieure à la moyenne à travers toute la partie sud du pays, dans le Chouf et dans quelques districts de Beyrouth[9]. En tout et pour tout, quelques 4 libanais sur 5 ressentent de la peur lorsqu'ils pensent à l'avenir et cette peur a augmenté au cours des dernières années.

> La peur va d'habitude de pair avec la prudence et le conservatisme.
>
> *« Avant de commencer quelque chose, vous devriez savoir si ça va réussir ou non »*
> *« Lorsque vous commencez à changer les choses, elles empirent d'habitude »*

Pendant la guerre, entre 71 et 74% des sondés étaient prudents lorsqu'ils avaient affaire avec les étrangers. Douze ans après la fin de la guerre, ce pourcentage a augmenté pour atteindre 81% ; en 2006, il a atteint 86%. Pendant la guerre, 33% des sondés ont affiché un très fort scepticisme à l'égard du changement et une peur que les choses n'empirent.
En 2002, le chiffre correspondant était 43% et en 2006, 53%[10].

> *« Vous devez toujours être prudents. Vous ne pouvez pas faire confiance aux personnes avec lesquelles vous vivez et vous travaillez. »*

En 2002, 78% des sondés étaient d'accord avec cette déclaration ; en 2006, ils n'étaient pas moins que 84%. La méfiance vis-à-vis de l'environnement social est particulièrement commune parmi les paysans et les propriétaires des petites entreprises, dans le districts Chrétiens de Achrafieh, dans la Banlieue chiite de Beyrouth de Jnah et de Ouzaï, parmi tous

---

« Wars for the others » (1990 – 2000) (l'auteur remercie les auteurs pour lui avoir permis d'utiliser les manuscrits). Notre échantillon a été établi sur la base des calculs de Féghali.

[7] 78% (les plus jeunes) – 84% - 87% - 92% (les plus âgés)

[8] 93% (non scolarisés) – 88% - 86% - 83% - 77% (diplômés universitaires)

[9] Le taux est supérieur à la moyenne parmi les habitants de Zoukak-El-Blat, la banlieue est, Jinah et Ouzaï de même que Nabatiyé, Tyr et Zahrani.

[10] Le scepticisme vis-à-vis du changement augmente avec l'âge de 48% parmi les plus jeunes à 59% parmi les plus âgés. Ce taux est supérieur à 60% parmi les paysans, les fonctionnaires, les chômeurs, les petits hommes d'affaires et les cols blancs. Il est le plus bas parmi les Sunnites (45%) et supérieur à la moyenne parmi les Chiiites (60%).

les sondés à Saida, Nabatiyé, Tyr, Zahrani et Jizzine et à travers tout le Sud. Il n'existe pas de différences significatives au niveau statistiques entre les communautés[11].

A qui les gens font – ils confiance ?

	Sondage 1987	**Sondage 2002**	**Sondage 2006**
Les parents proches	67	76	85
Les amis	59	52	71
Membres de ma communauté religieuse	-	20	41
Mes supérieurs	10	24	37
Les voisins	-	16	32
Mes collègues	20	24	31
Des gens de mon village	*	17	27

Les chiffres dans tous les tableaux sont en %, arrondis
* non interrogés
- Non interrogés

La famille est donc le dépôt de confiance, encore plus que dans les années précédentes, alors que la solidarité parmi les amis semblent avoir augmenté. Les sondés font maintenant confiance à leurs supérieurs, à leurs voisins à leur collègues et à des gens du même village plus que dans le passé. Cette confiance accrue dans les membres de la même communauté religieuse n'est pas moins que spectaculaire et il n'existe pas de différence statistique entre les Chrétiens et les Musulmans à cet égard mais il en existe entre les communautés religieuses individuelles : plus que la moitié des Grecs Catholiques et des Druzes mais moins que le tiers des Maronites fait confiance aux coreligionnaires.

En bref : le monde qui est resté intact est très petit. C'est surtout la famille qui est resté intacte ; 7 sondé sur 10 incluent leur cercle d'amis et 4 sur 10 leurs coreligionnaires.

«Des personnes comme moi ne peuvent rien faire pour améliorer la vie des gens »

Les réactions à cette déclaration constituent une mesure approximative de la manière dont les gens évaluent leur capacité à produire un changement social. Entre 1982 et 1987, le sentiment d'impuissance et d'incapacité a augmenté de 66% à 80%. En 2002, il était toujours haut avec 78% en 2006 et il a de nouveau chuté pour atteindre 70%. Ceci signifie qu'environ moins du tiers des libanais pensent qu'ils peuvent provoquer un changement. De telles personnes sont surreprésentées parmi les jeunes[12] et les mieux instruits[13].

« Même les pauvres peuvent améliorer leur situation s'ils s'entraident ».

Comme dans les années précédentes, 9 sondés sur 10 pensent que l'entraide peut réussir. Le taux d'acceptation de cette notion est légèrement supérieur à la moyenne parmi les Druzes et les Chiiites. De le Chouf et dans le banlieue de Beirut de Bourj Abi Haidar, Tarik al Jadida et de Bourj al Barajné de même ainsi que à Jbeil, chaque sondé a été d'accord avec cette déclaration.

[11] La méfiance est légèrement inférieure à la moyenne parmi les sondés Sunnites (78%).
[12] 38% (les plus jeunes) – 28%-26%24% (les plus âgés).
[13] 20% (non scolarisés) – 25%-28%-28%-36% (diplômés universitaires)

En résumé : les sensibilités psychologiques des libanais en 2006 ont donné moins de motif d'optimisme que dans le passé. 4 sondés sur 5 ont peur de l'avenir, sont extrêmement prudents et méfiants la moitié des sondés craint que le changement n'empire la situation. La confiance des gens est restreinte plus que jamais au cercle étroit de la famille et des amis et - avec une exception notable de la catégorie des coreligionnaires dans laquelle la confiance a doublé en comparaison avec les années précédentes – peu d'autres. Environ les trois quarts sont toujours convaincus qu'ils ne peuvent pas faire grande chose pour changer leur destin.

La crise de l'esprit d'entreprise : Attitudes vis-à-vis de l'économie et de la société.

La question suivante mesure les préférences pour l'investissement et la consommation :

> « Imaginez que vous avez gagné de l'argent à la Loterie Nationale. Quel est la 1ère chose que vous en feriez ? »

	1981	**1984**	**1986**	**1987**	**2002**	**2006**
Acheter une maison ou une propriété	37	33	26	19	18	14
Le dépenser sur moi-même ou sur ma famille	5	3	3	4	11	17
Lancer ma propre entreprise	42	46	57	51	45	39
Placer l'argent dans un bon investissement à la banque	16	17	14	26	25	30

Pendant la période de guerre et d'après guerre, la consommation a toujours été la moins populaire alors que le désir de l'indépendance économique constituait l'option favorite. Cependant, en 2006 l'esprit d'entreprise a été remarquablement faible et la préférence d'un investissement en banque a gagné en importance en 2006. En plus, la tendance à dépenser l'argent a considérablement augmenté.

Les hommes d'affaires potentiels sont surreprésentés parmi les retraités et les femmes au foyer, ce qui indique un désir plutôt qu'une intention. Un nombre disproportionnellement

élevé de ceux qui veulent avoir leur propre maison n'ont eu aucune scolarisation ou emploi. Un nombre supérieur à la moyenne de fonctionnaires, de petits hommes d'affaire et de paysans voudraient dépenser l'argent gagné à la loterie. Le choix d'un investissement en banque est en relation presque linéaire avec le niveau d'éducation[14].

La situation économique du pays n'encourage pas l'esprit d'entreprise parmi les libanais. Il n'en resta pas moins que les attitudes fondamentales ont peu changé tel que le montrent les réponses dans la déclaration suivante :

« Je ne veux pas travailler pour quelqu'un d'autre toute ma vie, un jour je serai mon propre patron ».

Les trois quarts des sondés sont d'accord, presque autant pendant les années de guerre, bien qu'ils soient moins nombreux que 2002. Il n'existe pas de différences significatives entre les Musulmans et les Chrétiens.

« A votre avis, lequel des facteurs suivants compte le plus pour réussir dans la vie ? »

	1987	2002	2006
Les croyances religieuses	-	22	23
L'éducation / la formation	16	19	22
Les accomplissements	21	18	13
La chance	14	7	8
L'expérience	21	7	6
Le travail d'équipe	-	7	9
L'astuce	7	6	6
Les relations	16	4	32
L'héritage	5	4	5
Autres	*	6	5

* Non interrogés.

En 2006 comme en 2002, les « croyances religieuses » ont enregistré le taux le plus élevé. Comme cette option n'était pas disponible dans les sondages en temps de guerre entre 1981 et 1987, il est malheureusement impossible de déterminer si ce taux représente ou non un changement dans la mentalité et les attitudes. Les réponses données durant la guerre montrent que la grande majorité des personnes est orientée vers la performance. En 2002 et 2006, les facteurs de non accomplissement tel que la chance et les relations ont enregistré un taux plus faible que dans le passé, de même que l'expérience. Plus qu'un sondé sur 5 considère les croyances religieuses comme le facteur le plus important pour le succès. En 2002, le chiffre des Musulmans était plus élevé que un sur quatre mais même parmi les Chrétiens, 17% partageaient ce point de vue. En 2006, il n'y avait plus aucune différence significative entre les Musulmans et les Chrétiens.

Une interprétation possible pourrait stipuler que c'est une réaction à une situation économique désespérante dans laquelle ni la chance ni les relations n'alimentent l'espoir de réussir mais seulement une aide divine. Cette vue est soutenue par les réponses données à d'autres questions.

[14] 34% (non scolarisés) – 38%-43%-44%-39% (diplômés universitaires)

« Un homme dit :

Je ferai mieux de travailler dur, de fonder ma propre entreprise et de prendre des risques pour aller de l'avant et gagner beaucoup d'argent.

Un autre dit :

Je ferai mieux d'avoir un emploi sûr avec un revenu régulier afin de ne pas avoir à penser à l'avenir.

Etes-vous d'accord avec le premier homme ou le second homme ? »

Entre 1981 et 1987, l'accord avec la première option a augmenté de deux tiers à environ les trois quarts. En 2002, elle a obtenu le soutien de la moitié des sondés, et en 2006 de 38% uniquement. Les libanais sont devenus beaucoup moins tolérants des risques. Selon l'éducation, seuls les sondés ayant le niveau d'éducation le plus élevé sont plus enclins que la moyenne[15] à prendre des risques. Et ce taux est beaucoup plus faible dans les régions économiquement lointaines du sud et du nord qu'à Beyrouth et dans les montagnes proches de la capitale. Les Chrétiens affichent toujours une plus grande disponibilité à prendre les risques que les Musulmans ; parmi les premiers, la tolérance du risque est tombée de 56% à 45% et parmi les derniers de 41% à 32%[16].

Qu'en est-il de la satisfaction de l'emploi ?

	1987	2002	2006
« Bien sûr, tout le monde voudrait gagner plus d'argent mais je suis satisfait avec mon salaire »	24	37	52
« En général, je suis satisfait avec mon patron »	47	61	75
« C'est dommage mais je n'ai aucune perspective dans mon travail »	47	62	75
« Si je le pouvais, je voudrais bien avoir un autre métier »	70	76	72
« Si je le pouvais, j'aimerais travailler dans les pays du Golf »	52	54	55

En 2006, plus de personnes étaient satisfaites avec leurs salaires[17] et leurs patrons que dans tous les sondages précédents. Ceci est uniquement dû au fait qu'il n'existe pas d'autre alternative, tel qu'il est démontré à travers le sentiment des gens qu'ils n'ont pas de perspectives de carrière dans leurs emplois actuels et ce sentiment a considérablement augmenté[18] et d'autre part, davantage de personnes aimeraient changer de métier[19].

[15] Sa propre entreprise : 35% (non scolarisés) – 34% - 35% - 34% - 44% (diplômes universitaires)
[16] En 2006, le taux était le plus élevé parmi les Maronites avec 49%
[17] Les personnes satisfaites avec leur salaire sont surreprésentées parmi les Grecs Orthodoxes (61%) et les Maronites (60%)
[18] La perception de n'avoir aucune opportunité faiblit à la mesure que le niveau d'éducation augmente. Il n'existe pas de différence significative selon l'affiliation à la communauté.
[19] Le désir de changer son métier est en relation inverse avec l'éducation et le revenu mais même dans les groupes respectifs bénéficiant du statut le plus élevé, ce désir reste partagé par les deux tiers des sondés

Bien que les perspectives de gagner de l'argent dans les pays du Golf ne soient plus telles qu'elles étaient dans les années 80, plus que la moitié des sondés aimeraient saisir l'occasion si elle se présentait à eux. De manière remarquable, l'affiliation à la communauté et à la religion n'affecte pas de manière significative la satisfaction dans l'emploi – à l'exception du désir de travailler dans les pays du Golf, qui est considérablement plus faible parmi les Chrétiens (48%) que parmi les Musulmans (59%)[20].

La gravité de la crise économique se reflète dans les opinions par rapport au standard de vie et des perspectives d'avenir d'un point de vue commun à toutes les générations.

	1987	2002	2006
« En comparaison avec la manière dont mes parents vivaient, je pense que ma vie est bien meilleure »	71	57	59
« Je crains que mes enfants n'aient pas une vie aussi bonne que la mienne »	66	85	87

Plus que la moitié des libanais pensent toujours que leur génération vit beaucoup mieux que celle de leurs parents. Cependant au milieu des années 80, cette vue était encore plus répandue. Ni l'âge, ni l'éducation ni même l'affiliation religieuse ne jouent un rôle significatif.

Pendant la guerre, les craintes que la prochaine génération ne connaisse une situation pire sont déjà répandues et ont même augmenté. Cette crainte est partagée par la grande majorité des sondés, à travers tous les niveaux d'éducation et de revenu, ainsi que dans toutes les régions et les communautés.

Quel est le sentiment des sondés vis-à-vis des distinctions sociales dans la société libanaise et la distribution de la prospérité et du pouvoir économique ?

	1981	1984	1986	1987	2002	2006
« Les différences entre les groupes sociaux se sont élargies depuis 1975 (2002 et 2006) : au cours des 5 dernières années »	90	91	94	96	87	88
« Au Liban, une riche minorité est en train de tout acheter alors que la grande majorité est en train de tout perdre »	87	92	94	95	89	88
« Au Liban la majorité des gens appartient à la classe moyenne avec quelques riches et pas beaucoup de pauvres »	68	54	46	17	43	64
« Peu importe ce que les travailleurs font, ils ne peuvent jamais gagner contre leurs patrons »	25	37	40	52	54	60
« Lorsque je vois des personnes des quartiers riches de ma ville, je pense que c'est ainsi que je voudrais vivre et que j'ai le droit de vivre de cette manière. »	66	67	63	72	72	71

Le taux d'acceptation est en %, arrondi

[20] Ce désir est le plus fort parmi les Druzes (73%) et les Sunnites (62%)

Pour les Libanais, ni les longues années de guerre, ni les quinze années d'après guerre n'ont changé quoi que ce soit[21]. A cette époque là tout comme aujourd'hui, la majorité écrasante de la population était d'accord avec la qualification de « riche minorité ». La vue concurrente de la société de la classe moyenne qui a été anéantie en 1987 a regagné du soutien en 2002 et en 2006, c'était le point de vue de presque les deux tiers des sondés[22]. Plus que la moitié de tous les sondés pensent que le pouvoir des patrons est inattaquable. A la lumière de la crise sociale, il n'est pas surprenant de voir que l'envie sociale vis-à-vis des « personnes vivant dans des quartiers plus aisés de la ville » a augmenté et ce, à travers tous les groupes d'éducation et de revenu dans toutes les communautés religieuses.

En résumé : les attitudes et les opinions vis-à-vis de l'économie et de la société en 2006 ont peu changé de celles qui prévalaient pendant les années de guerre, ou sont encore plus pessimistes. La majorité des libanais voudraient toujours des hommes d'affaires indépendants mais la proportion des personnes disposées à accepter les risques associés à l'esprit d'entreprise a chuté. Bien que la plupart des personnes soient convaincues que les accomplissements, l'éducation et l'expérience sont les facteurs principaux qui déterminent le succès dans la vie, une minorité importante pense que les croyances religieuses sont plus importantes. La satisfaction dans l'emploi et la carrière a baissé et les gens sont même plus pessimistes par rapport aux perspectives d'avenir de leurs enfants qu'ils ne l'étaient dans les années 80. Les différences sociales ont aussi augmenté et l'envie sociale est presque aussi élevée.

Une nation de croyants

La sécularisation de la modération des convictions religieuses et une conformité moindre aux pratiques religieuses ne fait pas partie de l'agenda libanais, encore moins aujourd'hui qu'il y a vingt ans.

	1987	2002	2006
« Je crois en une vie après la mort, dans laquelle les bons seront récompensés et les mauvais punis »	71	85	94
« J'essaie de vivre selon les enseignements de ma religion »	75	80	90
« Je visite souvent un lieu de culte »	38	60	63
« Je peux être heureux et jouir de ma vie même si je ne crois pas en Dieu »	11	11	11

Le nombre des libanais qui déclarent être croyants, qui essayent de vivre selon les enseignements de leurs religions et qui visitent les mosquées ou les églises a continué à

[21] En 2006, 92% des Chrétiens et 85% des Musulmans sont de l'opinion que le fossé entre les riches et les pauvres s'est élargi. Le métier et l'éducation ne sont pas des facteurs significatifs au niveau statistique. Les personnes plus âgées à savoir, ayant plus d'expérience, sont plus enclines à adopter ce point de vue que le jeunes.

[22] Alors que 69% des Chrétiens pensent que le Liban est une société de la classe moyenne, 60% seulement des Musulmans le pensent. Le soutien de ce point de vue est supérieur à la moyenne parmi les sondés ayant une éducation intermédiaire et inférieur à la moyenne parmi les diplômés universitaires. Il n'existe pas de grandes différences entre les différentes régions de Beyrouth et les régions. Et pas seulement à Achrafieh 4 habitants sur 5 croient en une société de classe moyenne mais ceci est aussi vrai pour les sondés à Bourj AbiHaidar, Bourj–El-Barajneh, Jnah et Ouzaï. Cette perception gagner une perception similaire au Chouf et à Alay, à Saida et à Jizzine mais elle est rejetée par une grande majorité à Jbeil, à Zahlé et dans la Békaa.

augmenter. La seule constante est la proportion des sondés –un dixième– qui déclarent qu'ils n'ont rien à faire avec la religion.

En 2006, autant des Musulmans que des Chrétiens croyaient en une vie après la mort et en une justice divine pour tous. Cette vue est légèrement plus répandue parmi les personnes d'âge moyen que parmi les jeunes et les plus âgés[23]. Le résultat étonnant dans le sondage de 2002 est que plus les sondés sont jeunes, plus ils étaient enclins à être des croyants[24] mais ce résultat n'a pas été confirmé en 2006. Les jeunes de moins de 24 ans et ceux entre 25 et 34 ans d'alors appartiennent aujourd'hui, pour la plupart, au groupe d'âge moyen dans lequel, tel que mentionné, les croyant sont surreprésentés. Les jeunes d'aujourd'hui sont aussi en général des croyants et ceci est reflété par les réponses à une déclaration nébuleuse en quelque sorte sur la conviction de l'existence d'une vie après la mort.

« Je crois en une certaine forme d'existence après la mort »

71% des sondés sont d'accord. Les mieux instruits sont surreprésentés de même que ceux n'ayant eu aucune scolarisation, les étudiants et les femmes au foyer, les Chiiites et les sondés de moins de 24 ans[25]. En résumé, le clergé libanais de toutes les religions a peu de raison de douter de la religiosité de la jeune génération.

La proportion des sondés qui ont déclaré avoir essayé de vivre conformément aux enseignements de leur religion a augmenté à 82% en 2002 et à 90% en 2006. Le groupe des plus jeunes est sous représenté mais même dans leurs rangs, ce chiffre est de 4 sur 5[26]. Avec 92%, les Chrétiens conviennent légèrement plus souvent que les Musulmans et les femmes plus fréquemment que les hommes. Le taux d'acceptation baisse à mesure que le niveau d'éducation augmente[27] et il n'existe aucune distinction significative selon l'affiliation religieuse[28].

Les Musulmans et les Chrétiens visitent les lieux de cultes à égalité de manière fréquente. Cette pratique augmente de manière remarquable avec l'âge[29] ; les femmes au foyer, les retraités et les paysans sont particulièrement des visiteurs zélés. Plus que la moitié des sondés prient régulièrement et un cinquième prie fréquemment. Comme ont peut s'y attendre, les Musulmans sont surreprésentés parmi les personnes qui prient régulièrement alors que les Chrétiens sont plus enclins à prier souvent ou quelque fois.

Un bon dixième des sondés qui sont des non croyants ne diffère pas de manière significative selon l'affiliation religieuse, l'âge ou l'adhésion à une communauté. Un cinquième des sondés n'ayant jamais été scolarisés fait partie de ce groupe.

En résumé : les libanais déjà pieux pendant les longues années de guerre, le sont devenu encore plus. Mais il y a peu de différence selon les indicateurs socioéconomiques et il

---

[23] 92% (les plus jeunes) – 97% - 94% - 92% (les plus âgés)
[24] Des plus âgés au plus jeunes : 82% - 82% - 82% - 88% - 89% - 92%. Cf. Théodor Hanf, The Sceptical Nation, op.cit.,p.205
[25] Taux d'acceptation : 79% (les plus jeunes) – 70% - 67% - 67% (les plus âgés)
[26] 81% (les plus jeunes) – 93% - 92% - 94% (les plus âgés)
[27] 90% (aucune scolarisation) – 92% - 93% - 88% - 86% (diplômés universitaires)
[28] Selon la résidence, le taux d'acceptation est le plus haut à Bourj-Abi-Haidar, Jnah, Ouzaï et Jbeil (100%) ; il aussi très élevé à Nabatiyé (99%), Saida (87%) et Tripoli (93%)
[29] 59% (les plus jeunes) – 60% - 65% - 74% (les plus âgés)

n’existe pas de différence significative dans le degré de religiosité des différentes communautés et des 2 groupes religieux les plus grands : les libanais sont une nation de croyants, les jeunes autant que les vieux, et peut-être encore plus.

Affinités : attitudes vis-à-vis de la famille et de la société

Bien que les loyautés familiales profondes peuvent concurrencer avec la loyauté à la communauté religieuse, elles constituent aussi un fondement social de cette dernière. Conformément à Fouad Khoury, le familialisme est une forme plus traditionnelle de la loyauté aux affinités alors que la loyauté à la communauté en est une forme plus moderne[30].

Les réponses aux déclarations suivantes ont constitué une mesure de la force du familiarise.

	1987	2002	2006
« Restez à côté de votre frère, qu'il soit oppresseur ou opprimé »[31]	45	47	66
« Si ma famille n'est pas d'accord avec la tendance politique la plus forte dans ma communauté, je prendrai le parti de ma famille »	50	48	51
« Il est permis d'enfreindre la loi si cela est dans l'intérêt de la famille »	*	*	43

* Interrogés pour la première fois en 2006

Pendant les années de guerre, le taux d'acceptation de la phrase selon laquelle : « Mon frère qu'il ait tort ou raison » a augmenté d'un quart en 1981 à presque la moitié en 1984, niveau où il se maintient toujours quinze ans plus tard. En 2006, il a augmenté pour atteindre les deux tiers. Aujourd'hui comme alors, dans les conflits et les intérêts de la communauté, les sondés sont plus ou moins divisés à égalité. Pas moins que 43% des sondés pensent qu'il est admissible d'enfreindre la loi dans l'intérêt de la famille[32].

Les réponses aux déclarations suivantes indiquent la force de l'identité communautaire.

	1987	2002	2006
« Peu importe s'ils sont riches ou pauvres, je me sens proche de tous les membres de ma communauté »	58	66	81
« Ça serait bien qu'il n'y ait pas de conflit entre les fils de la même communauté »	91	78	91

[30] Fouad I Khoury, from Village to Suburb. Order and change in Greater Beirut. Chicago 1975, pp.201 ff.
[31] Un proverbe libanais
[32] Cette opinion est surreprésentée à Bourj-El-Barajneh, Saida, Jizzine et Akkar parmi les paysans, les petits hommes d'affaires, les ouvriers en construction et en transport. Ce taux baisse à mesure que l'éducation augmente pour s'élever de nouveau parmi les diplômés universitaires : 56% (aucune scolarisation) – 51% - 45% - 34% - 40% (diplômés universitaires). Il n'existe pas de différences entre Chrétiens et Musulmans.

« Un homme dit : peu importe si ma fille se marie avec un homme de religion différente, tant qu'elle l'aime. *Un autre homme dit : les mariages entres les personnes de différentes religions ne sont pas bons et sont souvent malheureux. Je ne voudrais pas que ma fille se marie avec un homme d'une autre religion. »* Etes-vous d'accord avec la première ou la deuxième déclaration ? D'accord avec la première déclaration	40	39	36
« Je préfère les voisins qui ont le même milieu que moi »	55	48	59
« Si mes collègues sont honnêtes et coopérants, peu m'importe à quel groupe ils appartiennent »	90	92	96
« L'identité et le caractère unique de ma communauté sont plus importants pour moi que la loyauté à mon pays »	12	34	39

Taux d'acceptation en %

La solidarité avec la communauté religieuse a continué à se renforcer dans le Liban de l'après guerre : en 2002, les deux tiers des sondés l'ont exprimée contre 4 sur 5 en 2006. Elle est en quelque sorte plus forte parmi les femmes que les hommes et il n'existe pas de différence selon l'éducation ou la communauté[33].

Les inquiétudes vis-à-vis d'un conflit au sein de la communauté ont d'abord baissé dans la période d'après guerre puisque les conflits n'étaient plus réglés sous la menace du fusil. Cependant en 2006, de telles craintes demeurent aussi élevées qu'en 1987 et plus prononcées parmi les Chrétiens (93%) que parmi les Musulmans (89%); 94% des Maronites et des Grecs Orthodoxes sont inquiets vis-à-vis d'un conflit au sein des communautés.

La disposition à laisser sa fille se marier avec un homme d'une autre religion a légèrement baissé et ce taux est légèrement au dessus de la moyenne[34] parmi les jeunes[35] et les mieux instruits[36].

Il existe des différences considérables en fonction de la région résidentielle. Le taux d'acceptation des mariages mixtes est élevé à Bourj el Barajneh (100%) et à Basta (83%), à Jbeil (73%), Achrafieh (66%) et à Chiyah (58%). Cependant, ce taux est bien inférieur à la moyenne dans la banlieue Est de Beirut (25%), dans le Akkar (85%), à Jnah et à Ouzai (17%) et à Nabatieh / Zahrani (16%). Ce taux d'acceptation est plus élevé parmi les Chrétiens (41%) que parmi les Musulmans (32%) et le plus élevé parmi les Druzes (48%), les Maronites (45%).

En comparaison avec les années de guerre, la proportion de ceux qui préféreraient les voisins venant du même milieu a légèrement baissé en 2002 mais a énormément augmenté en 2006 et se tient aujourd'hui à un niveau plus élevé que pendant les années de guerres. Chrétiens ou Musulmans, presque 3 sondés sur 5 voudraient vivre parmi des gens ayant un milieu similaire que le leur.

[33] En général, 79% des Musulmans sont d'accord et les Chrétiens sont encore plus d'accord avec 84%.
[34] Dans les sondages au cours des années 80, les femmes étaient du loin plus encline à approuver les mariages mixtes que les hommes. Mais en revanche, en 2002 en 2006, le genre social ne joue plus de rôle.
[35] 41% (les plus jeunes) – 38%-32%-30% (les plus ages)
[36] 29% (aucune scolarisation) – 38%-31%-38%43% (Diplôme universitaire)

En revanche, en 2006, l'affiliation à la religion et à la communauté était encore moins pertinente sur le lieu de travail que dans les années précédentes.

Les loyalistes les plus endurcis à la communauté considèrent que leur communauté est plus importante que la nation état. En 2002, leur proportion était presque 3 fois celle qui prévalait en 1987[37], et en 2006, elle a de nouveau augmenté de manière remarquable. Il n'existe pas de différences significatives entre les Chrétiens et les Musulmans[38], selon le genre, l'age ou l'éducation[39].

En résumé : le familialisme et la loyauté à la communauté se sont considérablement renforcés non seulement en comparaison avec les années de guerre, mais aussi en 2002. En 2006, deux libanais sur trois ont placé la famille en tête et 4 sur 5 considèrent qu'ils ont des liens très étroits avec leur communauté, 3 sur 5 préfèrent des personnes comme eux comme voisins et les deux cinquièmes ressentent une loyauté plus grande vis-à-vis de la communauté que vis-à-vis de l'Etat. Mais presque aucun sondé n'a d'inconvénient à travailler avec des personnes appartenant à d'autres communautés.

Ceci illustre encore plus fortement la remarque classique de J.S Furnival que dans les années précédentes : "… deux éléments ou plus de l'ordre social et qui vivent côte à côte … dans une unité politique … il existe un niveau où les sections diverses d'une société pluraliste se rejoignent sur un lieu commun – le marché"[40].

Les couches de la population, les communautés et les identités

Comme dans toutes les sociétés pluralistes, trois questions dominent les débats académiques et politiques. La première concerne la relation entre la stratification économique et l'affiliation au groupe, la deuxième concerne la perception des citoyens dans le cadre de ce lien (ce qui n'est pas toujours la même chose), alors que la troisième concerne un groupe spécifique et les identités transcendantes.

La première de ces questions, à savoir celle qui aborde l'incorporation des couches et des communautés, a été influencée pendant des décennies par la qualification "de riches Chrétiens" et "de pauvres Musulmans", exacerbée par la thèse de la classe communautaire. Il

[37] Interrogés pour la 1ère fois en 1987

[38] Le taux d'acceptation est le plus élevé parmi le Sunnites avec 45%

[39] Plus que la moitié des petits entrepreneurs, les ouvriers manuels qualifiés et les paysans sont d'accord mais moins que le quart de ceux qui travaillent pour leur propre compte, les cols blancs et les travailleurs industriels Suivant le district, le taux d'acceptation est bien au dessus de la moyenne à Jbeil (71%), à Jnah et Ouzai (67%), à Basta (63%) et à Achrafieh (61%). Ce taux st bien inférieur à la moyenne parmi les habitants de Tarik el Jadida, le Chouf (aucun), Burj el Barajneh (14%) et Kesrwan (18%).

[40] J.S Furnival. Study of plural economy, Cambridge: University Press 1939. P. 449

n'est pas dans notre intention d'ajouter à cet aspect de la littérature[41] qui a fait l'objet de grandes interprétations et données. Les sondages de l'échantillon fournissent juste des estimations et ne peuvent remplacer aucune donnée émanant d'un recensement socio économique complet. Nos sondages dans les années 80 ont établi que, avec de petites variations, toutes les communautés étaient divisées selon le revenu, à savoir que chaque couche avait ses propres groupes riches, moyens et pauvres. Alors que les Chiites seuls étaient sous représentés dans le groupe à revenu le plus élevé, dans le groupe du revenu le plus bas – qualifié correctement de pauvre – il y avait plus ou moins des pourcentages égaux de Chiites, de Grecs Catholiques, d'Arméniens et de Maronites.

Dans l'étude de 2002, les liens entre l'affiliation communautaire et religieuse d'une part et la stratification du revenu d'autre part sont insignifiants au niveau statistique. En d'autres termes, bien que la distribution du revenu en général puisse être devenue plus inégal, il n'existe plus de communautés riches et des communautés pauvres. Dans le sondage de 2006, les sondés étaient moins hésitants que dans le passé à exprimer leurs opinions sur la religion et la politique mais par contre, ils étaient beaucoup plus hésitants que dans les sondages passés à fournir des détails sur le revenu[42]. Alors que les sondés étaient complètement indifférents à toute forme de justesse politique, ils ont affiché une plus grande peur vis-à-vis des autorités fiscales. En bref : les données sur les revenus selon les sondages de 2006 ne fournissent aucune information sur le statut économique au sein des communautés individuelles et entre ces communautés.

Bien que les données puissent éclairer la corrélation qui existe entre la stratification éducationnelle et l'affiliation religieuse, les résultats ne sont pas pour autant très significatifs : les Sunnites sont légèrement surreprésentés dans le niveau faible d'éducation et légèrement sous représentés parmi les diplômés des universités et le même s'applique aussi pour les Chiites. Les Maronites, les Grecs Orthodoxes et les Grecs Catholiques sont surreprésentés aux 2 niveaux les plus élevés de l'éducation[43]. Cependant, l'ancien avantage éducationnel des Chrétiens[44] s'est considérablement rétréci. Mais ils existe toujours une préférence entre les Musulmans et les Chrétiens suivant le métier: les Sunnites sont surreprésentés dans la fonction publique et les secteurs de la santé et des services, les Chiites dans l'agriculture, l'industrie, le commerce et l'instruction. Les Druzes sont surreprésentés dans les professions libérales et le monde des affaires, les Maronites dans les professions libérales, les petites entreprises, les cols blancs et les services alors que les Grecs Orthodoxes et les Grecs Catholiques sont surreprésentés parmi les cols blancs et les Arméniens parmi les commerçants. Mais il n'existe pas de monopole des métiers : un marché de travail "ethniquement" divisé tel que l'on retrouve dans plusieurs sociétés pluralistes n'existe pas au Liban.

Comment les libanais se classifient-ils au niveau social ?

« Chaque société a ses classes. A quelle classe pensez-vous appartenir ? »

---

[41] Pour un excellent sondage critique, voir Farid el Khazen, the Breakdown of the State in Lebanon 1967, Cambrige: Harford University Press 2000, PP. 29 ff

[42] Un peu moins que la moitié des sondés ont donné des détails sur leur paie mensuelle ou leur salaire et presque aucun n'a donné des détails sur un autre revenu ou sur le revenu annuel

[43] Les Sunnites : 8% (aucune scolarisation) – 11%-16%-26%-39% (Université).

[44] Cf. Theodore Hanf, Erziehungswesen in Gesellschaft und Politij des Libanon, Dusseldorf » Bertelsmann Universitatsverlag 1969

La haute société
La haute Bourgeoisie
La classe moyenne
La petite bourgeoisie
La classe populaire

Les réponses à cette question sont en relation avec les données sur l'éducation de la manière suivante :

Education / perception de la classe	Haute société	Haute Bourgeoisie	Classe moyenne	Petite bourgeoisie	Classe populaire	Total du niveau d'éducation
Pas de scolarisation	6	5	40	33	17	5
Ecoles primaires	4	8	50	29	9	9
Brevet, technique	2	7	54	31	6	18
Baccalauréat	3	10	67	18	2	28
Université	4	10	62	22	2	40
Estimation générale	3	9	60	24	4	100

Le besoin d'obtenir à la classe moyenne est très apparent. Tel que démontré ci-dessus, deux sondés sur 3 pensent que le Liban demeure une société de classe moyenne et autant se classent dans la haute société ou la classe moyenne alors qu' un quart se classe comme appartenant à la petite bourgeoisie. Aucun des 20 sondés ne se considère comme appartenant à la classe populaire.

Il n'existe pas de corrélation significative entre le niveau d'éducation et l'auto classification sociale.

Chiites : 5% (pas de scolarisation) – 11%-19%-28%-37% (Universités)
Maronites : 3% (pas de scolarisation) – 7%-22%-29%-39% (Universités)
Grecs Orthodoxes : 4% (pas de scolarisation) – 5%-13%-30%-47% (Universités)
Grecs Catholiques : 4% (pas de scolarisation) – 11%-19%-20%-47% (Universités)
Moyenne : 5% (pas de scolarisation) – 10%-18%-27%-40% (Universités)

Les sondés n'ayant reçu aucune scolarisation ou une faible scolarisation se classent souvent de manière disproportionnelle dans les classes populaires ou les petites classes alors que les diplômés des écoles secondaires et des universités se classent dans les classes moyennes ou dans la haute bourgeoisie. Cette auto évaluation d'appartenance à la classe moyenne est sans doute une réflexion du haut niveau en général de l'éducation au Liban. Mais l'éducation n'est pas le seul facteur indiquant le statut, tel que montré par le fait qu'un nombre au dessus de la moyenne de sondés n'ayant aucune éducation ou peu d'éducation se classe dans la haute société.

Comment les membres des différentes communautés religieuses se classent-ils en fonction du statut social ?

	Haute société	Haute bourgeoisie	Classe moyenne	Petite bourgeoisie	Classe populaire	La communauté en général
Sunnites	3	9	58	26	4	26

Chiites	4	6	49	36	5	28
Druzes	-	6	54	36	4	6
Maronites	5	8	68	17	2	24
Grecs Orthodoxes	3	10	56	22	9	9
Grecs Catholiques	1	6	61	30	3	4
Arméniens	-	25	46	25	4	1
Moyenne de la catégorisation	3	8	58	27	4	-

L'auto catégorisation des Sunnites et des Grecs Orthodoxes dévie le moins de la moyenne. Les Chiites et les Druzes sont plus enclins que d'autres groupes à se placer dans la petite bourgeoisie alors que les Maronites et les Grecs Catholiques ont le moins d'appréhension à se placer dans la classe moyenne. Un résultat remarquable montre qu'un Chiites sur 20 sur considère comme appartenant à la classe populaire; en 2002 cette proportion était deux fois plus élevée.

Comment les libanais se perçoivent-ils vis-à-vis de la classification sociale ? Comment définissent-ils leur identité ?

> *« Chacun de nous appartient à plusieurs groupes simultanément: chaque personne est soit homme soit femme, il appartient à une religion ou à une communauté, il est habitant des campagnes ou des villes et a un point de vue politique. Et les personnes différentes attachent une importance différente à chaque facteur.*
>
> *Si on vous demandait qui vous étiez, comment vous décririez-vous ?*
> En premier lieu
> En deuxième lieu,
> Et
> En troisième lieu ?

Les réponses par ordre de fréquence de la première option sont:

	En 1er lieu	En 2ème lieu	En 3ème lieu
Les libanais	50	28	21
Personnel	11	16	25
Personne ordinaire	7	3	2
Adjectif politique	7	5	9
Métier	5	5	7
Arabe	5	7	7
Musulman	5	9	7
Chrétien	3	10	7
Région, village	2	6	5
Autres	5	11	10

En comparaison avec le sondage de 2002, le choix de "libanais" en 2006 est plus élevé en premier, deuxième et troisième lieu. La plupart des sondés se considèrent comme libanais bien que leurs priorités diffèrent[45].

[45] Parmi ceux qui citent l'option "libanais" en premier lieu, les Grecs Catholiques (65%), les Maronites (60%), les Grecs Orthodoxes (59%) sont surreprésentés alors que les Sunnites (41%) et les Arméniens (43%) sont sous

L'auto description utilisant des indicateurs personnels – "personne ordinaire", métier et autres – a aussi augmenté dans les 3 catégories en comparaison avec 2002.

En revanche, les options "Arabe", "Musulman"[46] et "Chrétien"[47] en premier lieu sont toutes légèrement moins populaires; l'attribut "Chrétiens" est plus commun en deuxième et en troisième lieu que dans le passé.

En 2006, la nouveauté consiste dans l'utilisation d'adjectif politique, ce qui reflète clairement une plus grande scolarisation parmi au moins une minorité de sondés[48].

Cependant, la grande complexité des modèles d'identité ne devient claire que lorsque le premier , le deuxième et le troisième choix sont reliés les uns aux autres[49].

En 1er lieu	En 2ème lieu	En 3ème lieu
Libanais	23% libanais	19% libanais
	16% Chrétiens	9% politique
	14% Musulmans	9% arabes
	9% arabes	9% Chrétiens
		7% Musulmans
Arabes	73% libanais	40% Musulmans
	9% Musulmans	9% libanais
	5% arabes	
Musulmans	36% libanais	34% libanais
	30% arabes	19% arabes
	6% Musulmans	10% politique
Chrétiens	47% libanais	27% libanais
	28% Chrétiens	15% politique
	9% politique	15% Chrétiens
Adjectif politique	28% libanais	31% libanais
	20% politique	11% politique
		9% Musulmans

Les chiffres sont en %, arrondi

Parmi ceux qui s'identifient en premier lieu comme libanais, juste un peu moins que le quart aussi s'identifie comme tels en deuxième lieu et un cinquième en troisième lieu. Pour le quart de ces sondés, être "Chrétien", pour un cinquième être "Musulman" et pour un peu moins du cinquième être "Arabe" fait partie de leur compréhension complexe de l'identité libanaise.

---

représentés. Ce choix du premier lieu est en relation directe avec l'éducation : 39% (aucune scolarisation) – 45%-51%-50% (diplômés universitaires). Par région, ce taux est au dessous de la moyenne au Akkar (30%), à Saida (25%) et à Tripoli (38%)

[46] Les Sunnites (14%) sont au dessus de la moyenne et les Chiites (6%) sont juste au dessus

[47] Les Arméniens (10%) et les Maronites (8%) sont au dessus de la moyenne

[48] A un degré égal entre les Musulmans et les Chrétiens

[49] Aux fins de clarté, le tableau suivant inclue uniquement les identifications avec des connotations politiques et religieuses; d'autres identifications (métier, indicateur personnel, région, etc.) ont été omises.

9 sur 10 de ceux qui s'identifient d'abord comme "Arabes" se définissent comme libanais en deuxième et troisième lieu – et presque la moitié d'entre eux se définissent aussi comme Musulmans. Pour 7 sur 10 de ceux qui ont choisi "Musulmans" en premier, être "Libanais" fait aussi partie de leur identité, et "Arabe" pour presque la moitié. Pour ceux qui se considèrent "Chrétiens" d'abord, les trois quarts s'estiment "Libanais" en deuxième et en troisième places. Les deux cinquièmes ont choisi "Chrétien" une deuxième fois et presque le quart se définit comme "Politique". Finalement, parmi ceux qui se définissent d'abord en fonction de l'affiliation politique, le tiers le répète mais 3 sur 5 ajoutent aussi l'attribut "libanais".

Une conclusion immédiate ressort : les anciens clivages idéologiques nationaux tel que "libanais", "arabe" et nationalisme "syrien" ne jouent plus un rôle dans la perception des libanais d'eux-mêmes. Ils se considèrent presque tous comme libanais mais avec une ferveur variée et des nuances considérables. La moitie des sondés se considère comme libanais qui sont en même temps Musulmans ou Chrétiens. Le dixième qui se considère comme Musulmans ou Chrétiens sont aussi libanais et 1/20 sont des arabes qui sont aussi des libanais (et qui sont pour la plupart des Musulmans).

E pluribus unum ? Les résultats sur l'identité peuvent être interprétés de cette manière. Ou bien les nuances entre les différentes formes "de l'appartenance libanaise" sont-elles devenues si fortes que *pluribus* doit maintenant s'accommoder à *plurum* plutôt qu'avec *unum*?

Le premier point à indiquer est que la société libanaise est une société fortement familialiste tel que mentionné précédemment. La religiosité a augmenté de manière considérable et les liens avec la communauté se sont consolidés. D'autre part, indépendamment des disparités économiques qui s'élargissent, nous n'avons pu identifier aucune distinction économique sur la base du revenu entre les communautés. Les différences entre les communautés au niveau de l'éducation sont mineures. Donc compte tenu des nuances, il existe une tendance écrasante à travers toutes les communautés selon laquelle les gens de ces catégories se classent au niveau social dans la classe moyenne. La réponse à la question de savoir si l'identité transcende la communauté, dans la mesure où une identité politique a été exprimée, ne prêtait elle non plus à aucun équivoque.

Comment les sondés perçoivent-ils la relation entre la stratification économique, les clivages sociaux selon la communauté et le rôle de la politique ? Cette question a été examinée en utilisant les déclarations suivantes :

	1987	2002	2006
« Bien sûr qu'il y a des différences politiques et religieuses dans nos pays, mais les différences entre les riches et les pauvres sont plus importantes »	59	66	62
« Ceux qui exploitent les différences entre les communautés sur la scène politique le font pour cacher les vrais différences entre les riches et les pauvres »	52	87	70

Presque 2 sondés sur 3 pensent que les clivages les plus importants sont économiques[50] et cette 7 sur 10 sont convaincus que la politique traditionnelle des communautés politisées sert les buts économiques[51]. Pour une grande majorité, le problème principal auquel fait face le Liban ne se situe pas au niveau de l'identité mais au niveau de l'économie. Cependant, il ne faudrait pas oublier que le taux d'acceptation de la thèse selon laquelle les clivages entre les communautés sont politiquement manipulés est considérablement plus faible que dans le sondage de 2002, en particulier parmi les jeunes sondés[52]. Par conséquent, il est nécessaire de se pencher de plus près sur les attitudes politiques et les opinions spécifiques des libanais.

Instantanés d'un système politique et des orientations politiques

« A votre opinion, lequel des groupes suivants a la plus grande influence au Liban ? »

	Avant 1975[53]	**1981**	**1984**	**1986**	**1987**	**2002**	**2006**
Zu'ama	57	6	17	18	38	27	24
Les leaders religieux	11	7	10	12	3	7	23
Les leaders des partis	4	54	38	41	30	10	13
Les grands propriétaires fonciers	7	4	7	2	2	2	12
Les Ministres	9	1	-	3	1	20	11
Les officiers militaires	4	5	6	6	3	12	9
Les banquiers	2	5	5	-	8	13	5
Les commerçants	3	13	13	17	14	3	2
Les industrialistes	2	4	1	-	1	1	1

Les chiffres sont en %, arrondis.

[50] Le taux d'acceptation de cette déclaration était bien au dessus de la moyenne à Bourj el Barajneh, Tarik al Jadida et Jbeil.
[51] Plus de Chrétiens (78%) que de Musulmans (64%)
[52] Le taux d'acceptation : 59% (les plus jeunes) – 69%-76%-82% (les plus âgés)
[53] Estimation dans le sondage 1981.

Avant 1975, le Liban était dominé par le Zu'ama, les notables traditionnels qui formaient un sorte de comité exécutif au Parlement et au gouvernement et qui négociaient continuellement de nouveaux compromis entre les intérêts de la famille, de la religion, de la communauté, et les intérêts personnels et en changeant fréquemment de coalitions. Après le déclenchement de la guerre, ces notables ont été détrônés par les leaders des partis qui étaient en effet les leaders des Milices. Lorsqu'il est apparu évident à tous que ces derniers avaient plongé le pays dans le chaos, les Zu'ama ont regagné une partie de leur influence. Il en va de même pour les grands propriétaires fonciers qui sont proches des Zu'ama. En 2006, le quart des sondés pensait que les Zu'ama constituaient le groupe le plus influent et un bon dixième considérait que c'était les grands propriétaires fonciers et ceci représente un retour significatif.

Ceci dit, un autre groupe a joui d'une montée spectaculaire dans l'opinion des libanais : un nombre triple de sondés dans le sondage de 2006, en comparaison avec le sondage de 2002, a attribué une influence importante aux leaders religieux. D'autre part, la perception des ministres comme personnalités importantes a aussi baissé de moitié alors que celle des militaires a diminué d'un quart.

Les leaders économiques, que ce soit les banquiers, les commerçants ou les industrialistes, sont devenus plus ou moins marginalisés. Ce manque de confiance est bien compréhensible à la lumière de la crise économique.

Que pensent les sondés des politiciens ?

	1987	2002	2006
« Le temps des anciens politiciens est révolu. Les nouveaux leaders représentent l'instinct du pays et fonctionne mieux ».	62	32	55
« Les anciens politiciens sont bien meilleurs que les nouvelles générations. Ils sont au moins tolérants, plus modérés et réalistes. »	37	62	68

Taux d'acceptation en %, arrondis.

Les résultats montrent une division bien claire parmi les sondés. Une bonne moitié reconnaît que les leaders sont plus efficaces mais en même temps les deux tiers pensent que les anciens politiciens sont plus tolérants, modérés et réalistes.

Quel est le sentiment des libanais vis-à-vis de l'implication politique ?

« Si vous restez en dehors de la politique, vous avez la paix, la sérénité et une conscience tranquille. »

En 1987, 62% des sondés étaient d'accord avec cette déclaration, en 2002 69% et en 2006 un peu moins : 67%. Ceci indique une dépolitisation bien répandue. Mais environ le tiers des sondés n'est pas d'accord avec cette déclaration et affiche clairement son implication politique.
Alors qu'en 2002, 15% seulement des sondés ont dit appartenir à une organisation politique – de manière écrasante des Chiites et des Druzes – en 2006, pas moins que 30% l'ont déclaré –

y compris un nombre au dessus de la moyenne de Chrétiens[54]. En 2002, deux tiers seulement des membres des partis étaient disposés à nommer l'organisation à laquelle ils appartenaient; en 2006 presque tous les sondés l'ont nommée. En bref: en 2006, une forte minorité n'est nullement dépolitisée mais plutôt le contraire. Finalement, plusieurs Chrétiens ne cachent plus leurs convictions politiques.

Le renouveau de l'intérêt politique est souligné par les réponses à la question relatives aux politiciens les plus populaires et les moins populaires. En 2002, presque le quart des sondés a déclaré ne pas avoir de politicien favori, 16% n'ont pas donné des réponses et un bon dixième a déclaré n'aimer aucun politicien.

L'image en 2006 est cependant très différente :

	Le politicien favori	Le politicien le moins aimé
Michel Aoun	17	9
Hassan Nasrallah	15	7
Hariri, Seniora	13	7
Nabil Berri	8	2
Samir Geagea	7	9
Sleiman Frengieh	6	3
Walid Joumblat	5	18
Autres anti syriens	9	8
Autres pro syriens	7	14
La famille Gemayel	1	3
Emile Lahoud	-	4
Autres	4	8
Aucun	8	3
Tous	-	4

Les chiffres sont en %, arrondis

La ligne de séparation est bien claire et chaque politicien libanais de haut rang a ses partisans et ses adversaires et ceux qui ont le plus haut profil ont plus d'adversaires que de partisans. Le chef de l'Etat constitue un cas exceptionnel puisqu'au niveau des statistiques il n'a que des adversaires.

Qui aime et n'aime pas qui?

Aoun est le favori de 38% des Chrétiens et 3% des Musulmans [55]. Le soutien dont il jouit se concentre dans le Chouf et à Aley, à Jbeil, à Jezzine et au Kesrwane de même qu'à Beirut dans Tarik al Jadida. Ses partisans sont surreprésentés parmi les cols blancs, les femmes au foyer, les chômeurs, les commerçants et les fonctionnaires à savoir, parmi les gens les plus modestes. La préférence prononcée pour Aoun est en relation avec le niveau d'éducation[56]. Les opposants des Aoun sont concentrés dans les rangs des Sunnites (23%) et des Druzes (18%).

[54] 36% Chrétiens, 27% Musulmans. L'adhésion aux partis est au dessus de la moyenne parmi les Maronites (42%), Druzes (40%) et (34%) et au dessous de la moyenne parmi les Sunnites (17%)
[55] Un taux au dessus de la moyenne de 49% parmi les Grecs Orthodoxes, 41% parmi les Arméniens et 39% parmi les Grecs Catholiques
[56] 7% (aucune scolarisation) – 13%-14%-19%-21% (les diplômés des universités)

Hassan Nasrallah jouit du soutien de 47% des Chiites, 5% des Sunnites et 2% des Chrétiens qui semblent se concentrer à Baalbek, Hermel, Nabatieh, Zahrani et à Beyrouth dans les quartiers de Haret Hreik, Bourj al Barajneh, Bourj Abi Haidar et Zoukak el Blat. Ses partisans sont particulièrement nombreux parmi les retraités, les paysans, les commerçants, les ouvriers dans l'industrie et dans le transport et parmi les diplômés des écoles primaires et des écoles secondaires. Les opposants de Nasrallah sont surreprésentés parmi les Arméniens (20%), les Grecs Orthodoxes (14%) et les Maronites (13%).

Nabih Berri jouit d'un soutien au dessus de la moyenne ente les Chiites (26%) mais n'obtient les faveurs que de 1% des Chrétiens. Ses points forts sont Nabatieh/Zahrani, la Békaa du Nord, et à Beirut dans la Banlieue Sud du Jnah, de l'Ouzai, Chiyah et Bourj al Barajneh. Son soutien est surreprésenté parmi les paysans et les fonctionnaires, les personnes n'ayant eu aucune scolarisation ou parmi les élèves du cycle complémentaire.

Le 1er Ministre assassiné Rafic Hariri, son fils et l'actuel 1er Ministre Fouad Seniora sont les politiciens les plus populaires pour 47% des Sunnites, 3% des Chiites et 1% des Chrétiens. Leurs points forts sont Saida (69%), le Akkar (51%) et les quartiers de Mousaitbeh, Basta et Zokak el Blat à Beyrouth. Ils sont particulièrement mentionnés par les commerçants et les ouvriers des services de même que les étudiants. L'opposition aux groupes de politiciens de Hariri est mentionnée par 14% des Grecs Orthodoxes.

Le politicien le plus controversé en 2006 est Walid Joumblat. Ses admirateurs sont surreprésentés parmi les Druzes et les Sunnites, les professions libérales, les petits hommes d'affaires et les étudiants. Il n’est pas aimé par le quart des Chiites et des Maronites.

Les supporters de Frangieh et de Geagea ne font aucune surprise : Frangieh est le fils favoris des Maronites dans la région de Zghorta. Geagea est admiré par 15% des Maronites, Grecs Orthodoxes et Grecs Catholiques alors qu'il n'est pas aimé par les musulmans.

En bref : l'approbation et la désapprobation des politiciens démontrent les degrés auxquels le Liban politique constitue une mosaïque de monocultures confessionnelles.

Quelle est la force du soutien des sondés de leur politiciens favori : comment es partisans évaluent-ils le soutien général aux politiciens et comment pensent-ils que ces politiciens sont effectifs?

	2002	2006
« Même si le politicien que je préfère fait quelque chose que je désapprouve, je continuerai à le soutenir »	21	44
« La plupart des gens dans ma communauté soutiennent ce leader »	36	61
« Dans la situation actuelle, ces politiciens ne peuvent pas beaucoup pour nous »	60	65

Le taux d’acceptation est en %, arrondi

La disposition à soutenir les politiciens de manière inconditionnelle a plus que doublé depuis 2002[57]. La proportion de ceux qui croient que leurs politiciens favoris jouissent d'un soutien de large envergure a aussi considérablement augmenté[58]. En même temps, le nombre de ceux qui estiment que les politiciens ont peu d'influence dans la situation actuelle a aussi connu une hausse[59]. Ainsi, les sondés ont peu d'illusion cependant, ils sont plus disposés à s'identifier avec l'élite politique d'aujourd'hui qu'ils ne l'étaient avec les leaders il y a quelques années.

Tel que montré ci-dessus, l'adhésion aux partis et la disposition à l'admettre, a dramatiquement augmenté depuis le sondage de 2002. L'adhésion aux partis se répartit comme suit :

Le Mouvement Patriotique Libre (Michel Aoun)	25
Le Hezbolah (Hassan Nasrallah)	18
Les Forces Libanaises (Samir Geagea)	14
Amal (Nabih Berri)	12
Le mouvement Futur (Saad Hariri)	10
Marada (Sleiman Frangieh)	8
Le Parti Socialiste Progressiste (Walid Joumblat)	6
Le Parti Socialiste National Syrien et le Baath	3
Le Parti Communiste	2
Autres	2

Les chiffres sont en % arrondis

Tout comme le soutien aux politiciens populaires, une partie écrasante de l'adhésion aux partis les plus grands provient des communautés spécifiques.

Malgré quelques membres Musulmans, le Mouvement Patriotique Libre est un parti à prédominance chrétienne[60]. Il en va de même pour les FL[61] et les Marada[62]. Le Hezbollah est exclusivement musulman et à prédominance Chiite[63]. Amal inclue quelques Druzes et Chrétiens mais c'est surtout un parti Chiite[64]. Le Futur est l'organisation sunnite principale[65]

[57] L'allégeance inconditionnelle est en relation directe avec l'âge : 38% (les plus jeunes) - 45%-46%-48% (les plus âgés), et en relation indirecte avec l'éducation : 55% (aucune scolarisation) – 46%-37%-36% (diplôme universitaire). Elle est au dessus de la moyenne parmi les Chiites avec 56%.

[58] Avec 76%, elle est aussi bien au dessus de la moyenne parmi les Chiites.

[59] Il n'existe pas de différences significatives au niveau statistique selon les variables sociales sur cette déclaration

[60] 45% des Maronites qui appartiennent à un parti, 57% des Grecs Orthodoxes, 52% des Grecs Catholiques, 28% des Druzes, 5% des Sunnites et 1% des Chiites déclarent qu'ils appartiennent au MPL. Les professions libérales, les cols blancs et les femmes au foyer sont surreprésentés parmi les membres du MPL

[61] 18% des sondés dans le groupe d'âge des plus jeunes ont déclaré être membres des Forces Libanaises. Selon le métier, les employés de bureau, les ouvriers en agriculture et dans le secteur des services sont surreprésentés. Selon l'affiliation communautaire, 39% de tous les Grecs Catholiques, 28% des Maronites, 17% des Grecs Orthodoxes et 1% des membres de parti Chiites sont dans les FL

[62] 20% des Maronites et 5% des membres des partis Orthodoxes ont rejoint les Marada mais aucun sondé Musulman.

[63] Les membres incluent 57% de tous les Chiites enregistrés dans un parti politique et 7% des Sunnites mais aucun Chrétien n'est membre. Les membres de Hezbollah sont jeunes : 24% de tous les sondés ont moins de 24 ans. Une proportion au dessus de la moyenne travaille dans le secteur de l'agriculture et de la santé et beaucoup de sondés sont toujours des élèves et des étudiants.

[64] 34% de tous les Chiites dans un parti politique sont membres de Amal, 11% des Sunnites politiquement organisés, 6% des Druzes et 4% sont des Grecs Catholiques. Les personnes d'âge moyen, les paysans, les fonctionnaires, les travailleurs dans les secteurs de l'industrie et du transport sont surreprésentés parmi les membres de Amal

alors que le PSP est largement Druze[66]. Seuls les partis pro syriens et communistes ne peuvent être attribués à une communauté particulière[67].

Au risque de trop simplifier les choses, l'on pourrait dire que le Liban a un système tripartite constitué du MPL, des FL et des Marada et un système Chiite bipartite constitué du Hezbollah et de Amal et de la dominance du parti unique chez les Sunnites et les Druzes : le Futur et le PSP respectivement.

Une conséquence de la géographie des communautés religieuses réside dans le fait que dans quelques régions et dans quelques quartiers de Beyrouth, deux partis ou plus se concurrencent sur les mêmes voix, dans d'autres régions un seul parti domine et dans d'autres aussi les partis sont en concurrence féroce pour gagner le soutien à travers toutes les lignes communautaires. Conformément à nos données sur l'adhésion aux partis, il existe une situation chrétienne à 2 partis dans le Metn, le Kesrwan, Jbeil, Jezzine et Achrafieh où l'adhésion au MPL et aux FL est fort importante . A Zghorta, ces deux partis et les Marada sont en concurrence. Il existe des systèmes Chiites à 2 partis à Nabatieh/Zahrani où Amal a plus de membres que le Hezbollah, et dans la Békaa et Baalbeck – Hermel où les activistes du Hezbollah sont bien plus nombreux que ceux de Amal. A Bourj el Barajneh et à Haret Hreik, le Hezbollah prédomine alors que à Jnah et à Ouzai, c'est Amal qui prédomine. Un seul parti a voix au chapitre à Saida et à Tripoli, les deux bastions du Futur. Les partis qui représentent les différentes communautés religieuses sont en concurrence féroce au Chouf/Aley, dans le Akkar et surtout dans les districts qui étaient Sunnites dans le passé et qui sont aujourd'hui partiellement Chiites dans Beyrouth de l'Ouest : à Ras Beirut, Mousaitbeh, Mazraa, Zokak el Blat et à Basta, les activistes du Futur doivent lutter contre de nombreux membres du Hezbollah.

En résumé : en 2006, les libanais ont exprimé des préférences claires vis-à-vis d'un nombre clair de leaders politiques, et ces préférences sont surtout basées sur l'appartenance aux communautés. En comparaison avec 2002, les libanais sont bien plus politisés, tel que reflété dans le taux double de membres de partis et dans une plus grande disposition à l'admettre ouvertement. Comme avant, voire même plus, les membres des partis appartiennent à des communautés bien particulières : les sondés libanais ne se sentent pas uniquement proches de leurs communautés respectives au niveau social et religieux mais aussi au niveau politique.

Quels sont les idéaux et les désirs vis-à-vis du bien être de leur pays et de leurs communautés ? Afin de trouver la réponse, il a été demandé aux sondés de répondre à la question suivante :

« Quel pays à votre avis est le pays le plus parfait ? »

Conformément à 2006, la liste a rangé les réponses dans l'ordre suivant :

	1984[68]	1986	1987	2002	2006

[65] L'organisation inclue 59% des Sunnites, 3% des Chiites, 2% des Maronites et 3% des Grecs Orthodoxes qui sont membres d'un parti. Les commerçants et les retraités sont surreprésentés parmi les membres du Futur.
[66] Le PSP a un nombre disproportionnellement large de jeunes, d'étudiants, de paysans et d'instituteurs parmi ses membres et 67% des Druzes politiquement organisés et 3% des Sunnites.
[67] Les Grecs orthodoxes sont surreprésentés parmi les membres du PSNS et les Musulmans parmi les membres du PC.

La France	7	8	9	16	22
Les pays Européens plus petits	30	33	47	20	18
Les pays Arabes	5	4	-	2	11
Le Liban	15	8	4	6	9
Les pays d'émigration	1	2	12	10	9
Les Etats Unis	4	6	6	3	7
L'Iran	7	32	2	3	6
D'autres pays de l'Union Européenne	10	8	10	11	5
Aucun pays	10	19	3	10	4
La Syrie	-	-	(0.2)	4	3
Israël	1	1	1	-	-

Les chiffres sont en %, arrondis

En 2006, la position de la France était encore plus claire qu'en 2002, la République séculaire *une des indivisible* est-elle l'idéal secret des habitants d'un pays dont le système est exactement contraire ? Ou bien ceci reflète-il la sympathie que la France affiche pour le Liban et la gratitude pour le soutien français à l'indépendance du Liban ? Cette dernière phrase est illustrée par le soutien particulier accordé par la France aux membres des communautés qui ont été les chefs de file dans le mouvement de la nouvelle indépendance du Liban de 2005 : 32% de Druzes, 28% de Grecs Orthodoxes et 26% de Sunnites.

Les petits pays européens, la Suisse, l'Autriche et les pays Scandinaves, sont surtout préférés des Chiites et des Arméniens. Les pays Arabes, à part la Syrie, mentionnés en troisième place sont pour la plupart les pays du Golf et ils ont été choisis par 13% des Musulmans mais aussi par 5% des Chrétiens ; pour bon nombre de libanais qui cherchent à gagner leur vie, ces pays sont devenus une destination de choix. Environ le dixième, en particulier les Chiites et les Maronites pensent que le Liban est un pays idéal. Un pourcentage égal, surtout les druzes, les Grecs Orthodoxes et les Arméniens, citent un des pays classiques d'immigration dans lesquels plusieurs libanais se sont déjà installés. Les Etats Unis sont beaucoup plus populaires qu'en 2002 ; 2006- jusqu'à l'attaque israélienne en été, était l'année où beaucoup de libanais ont placé leurs espoirs dans les Etats-Unis. En comparaison avec 2002, en 2006 le double des sondés, surtout les Chiites[69], considèrent l'Iran comme un pays idéal. L'admiration pour la Syrie quant à elle décliné d' un quart pendant la même période alors qu'Israël n'a attiré aucune sympathie en 2002 ou en 2006.

Le choix d'un pays est influencé par plusieurs facteurs : l'évaluation du système social, des considérations pratiques sur des destinations possibles pour les travailleurs émigrants, le désir d'émigrer et l'appréciation de la politique adaptée par un pays vis-à-vis du Liban.

Comment les sondés évaluent-ils l'influence de l'environnement international sur le Liban ?

> « Voici une liste d'organisations et de pays qui pourraient exercer une certaine influence sur le Liban. Prière de nous dire si vous pensez que cette influence est positive, négative ou inefficace. »

---

[68] Non interrogés en 1981

[69] 20% des chiites et virtuellement aucun chrétien ; un nombre disproportionnellement large de chômeurs et de retraités mais aussi d'étudiants.

Les réponses en 2006 se répartissent comme suit :

	Positive	Négative	Inefficace
La France	63	20	17
Le Vatican	63	12	25
Les Nations Unies	57	19	24
L'Union Européenne	50	31	19
L'Arabie Saoudite	39	24	37
La Ligue Arabe	35	13	52
Les Etats-Unis	35	55	10
L'Iran	29	50	21
La Syrie	24	64	12
La Russie	21	28	51
L'OLP	19	55	26
L'Egypte	18	34	47
L'Iraq	10	33	57
La Jordanie	9	25	66
Israël	5	87	8

Comme dans le sondage de 2002, la France est à la tête de la liste partageant cette fois la première place avec le Vatican. Depuis 2002, les Nations Unies et L'Union Européenne ont gagné du terrain et l'évaluation de l'influence positive et négative de L'Arabie Saoudite et de la Ligue Arabe n'a plus ou moins pas changé. Quant à l'influence des autres pays, des Etats Unis jusqu'Israël, elle est perçue comme étant plus négative que positive.

Les changements les plus significatifs résident dans l'évaluation de l'influence iranienne et syrienne. En 2002, 43% estimaient que l'influence de l'Iran était positive mais ce taux a baissé pour devenir 29% en 2006 alors que les perceptions négatives ont augmenté de 32% à 50%. Les votes positifs pour la Syrie ont reculé de moitié alors que les votes négatifs ont doublé pendant la même période.

L'évaluation de l'influence étrangère sur le Liban, particulièrement celle de la France, de L'Arabie Saoudite de l'Iran et de la Syrie diffère considérablement selon l'appartenance communautaire des sondés. L'influence de la France est perçue comme positive par un nombre supérieur à la moyenne de Druzes (82%), de Grecs Catholiques (78%), de Maronites (76%) et de Sunnites (73%)[70], alors que le double des Chiites en moyenne (42%) la perçoivent comme nuisible[71]. La proportion des Sunnites (62%) qui considèrent l'influence de L'Arabie Saoudite comme utile, est bien au dessus de la moyenne. Presque les trois quarts des Chiites considèrent l'influence iranienne comme une bénédiction[72] alors qu'autant de

[70] Ceci est reflété dans les préférences selon le lieu de résidences. L'évaluation positive de la France est au dessus de la moyenne dans les régions chrétiennes de Jbeil (96%), du Kesrwan (84%) et du Metn (83%) mais aussi dans les bastions Sunnites de Saida (81%) et du Akkar (76%). 3 sondés sur 4 à Achrafieh et à Basta partagent cette opinion.

[71] Une vue négative de l'influence française est particulièrement prononcée dans la région de Baalbeck/Hermel (66%) et dans la Banlieue Sud de Beirut (50% et plus)

[72] Les valeurs sont au dessus de la moyenne à Nabatieh (77%), à Baalbeck/Hermel (74%) et à Haret Hreik (71%)

Maronites, les deux tiers des Druzes, des Grecs Orthodoxes, de Grecs catholiques et 56% des Sunnites la perçoivent comme nuisible[73].

L'évaluation de la Syrie indique un éloignement des voies communautaires. 60% des Chiites perçoivent l'influence du pays voisin comme positif[74] mais aucun sondé Druze ne partage cette opinion. L'influence syrienne est considérée comme nuisible par 81% des Maronites, 79% des Sunnites et 78% des Druzes[75].

Nous avons abordé le degré auquel les développements politiques dans le pays reflétaient les quasi monocultures communautaires. Pour cette raison, il n'est pas surprenant de voir que les partisans respectifs des politiciens les plus éminents affichent encore plus de vues catégoriques sur l'orientation politique et étrangère du pays.

L'influence de la France au Liban est perçue comme positive par 89% des partisans de Joumblat, 88% des partisans de Hariri et de Siniora, 87% des partisans de Geagea et 84% des partisans des autres adversaires de la Syrie. Mais pas moins que 48% des partisans de Nasrallah perçoivent cette influence comme négative[76]. Parmi le groupe Hariri /Seniora, 77% - bien au dessus de la moyenne – se félicitent de l'influence de l'Arabie Saoudite alors que 36% des partisans de Berri la considèrent comme nuisible[77]. L'influence de l'Iran est considérée positive par 80% des partisans de Nasrallah et 72% des partisans de Berri respectivement alors que 8 sur 10 des partisans de Jounmblat et de Geagea et plus que 7 sur 10 des partisans de Aoun la considèrent comme négatives. Le rôle de la Syrie est perçu de manière favorable par 63% des partisans de Nasrallah et 65% des partisans de Berri – un taux élevé mais moins que pour l'Iran. En revanche, elle est perçue comme négative par un peu moins que 9 sur 10 des partisans de Geagea et de Joumblat et par presque autant de partisans de Hariri et de Siniora.

Les réponses des sondés à la déclaration suivante ont permis d'avoir une vue plus précise des attitudes vis-à-vis de la Syrie.

« Le Liban et la Syrie constituent un seul peuple dans deux états »[78].

En 2002, 35% des sondés étaient d'accord avec cette déclaration ; en 2006, le taux de 33% n'a virtuellement pas changé[79]. Ainsi, les deux tiers considèrent la Syrie comme un pays voisin – et un tiers comme un pays frère. Un sondé sur 5 se félicite de son influence au Liban.

---

[73] Les vues négatives sont surtout communes dans le Chouf/Aley (87%), à Jbeil (85%), au Metn (79%) et à Saida (69%), à Beyrouth, cette vue est partagée par 90% des habitants de l'Achrafieh et par 66% des habitants de Moussaitbe.

[74] La Syrie attire un soutien au dessus de la moyenne à Nabatieh (73%), à Baalbeck/Hermel (55%) et selon les métiers parmi les ouvriers en agriculture (44%) et dans l'industrie (32%)

[75] Une vue négative de l'influence Syrienne est particulièrement prononcée à Kesrwan (89%), à Jbeil (88%), au Metn (81%) et à Saida (84%) à Tripoli (77%) à Zghorta (75%) et dans le Akkar. A Moussaitbe/Mazrra, cette opinion est partagée par 84% des sondés, le même nombre qu'à Achrafieh.

[76] 31% des partisans de Nasrallah et 34% des partisans de Berri considèrent le rôle de la France comme inefficace

[77] La vue selon laquelle l'influence de l'Arabie Saoudite est inefficace est particulièrement prononcée parmi les partisans de Joumblat (50%) et de Nasrallah (45%)

[78] Une déclaration de l'ancien président syrien Hafez el Assad

[79] Parmi les jeunes de moins de 24 ans, 40% ont approuvé. Ce point de vue est lourdement surreprésenté parmi les habitants de la région de Baalbeck/Hermel (64%), la Bekaa (61%) et Nabatieh/Zahrani ; le taux d'acceptation est encore plus répandu dans les banlieues de Beyrouth de Bourj abi Haydar (75%) et de Jnah/Ouzai (67%). Le taux d'acceptation parmi les Musulmans (43%) est le double de celui qui prévaut parmi les Chrétiens (20%)

Cependant, juste 3% des libanais considèrent la Syrie comme un pays idéal, un pays dans lequel ils aimeraient vivre.

En résumé : au début de 2006, le seul point au niveau de la politique étrangère sur lequel les libanais convenaient était le rejet d'Israël sinon, ils étaient profondément divisés dans leur point de vue par rapport aux amis et aux ennemis. Pour les Druzes, les Sunnites, les Chrétiens et en particulier pour les partisans des politiciens respectifs les plus populaires dans ces communautés, l'influence de la France (et celle du Vatican, des Nations Unies et de l'Union Européenne) est positive alors que ce point de vue n'était pas partagé par les Chiites. L'Arabie Saoudite est perçue comme un pays ami par les Sunnites et en particulier par les partisans de Hariri et de Siniora. Alors que les Druzes, les Sunnites et les Chrétiens perçoivent l'influence iranienne et spécialement l'influence syrienne au Liban comme négative, les Chiites adoptent un point de vue positif vis-à-vis de l'Iran et, à un moindre degré, de la Syrie. Les communautés religieuses se divisent en particulier par rapport aux opinions sur la Syrie. En bref : dans le point de vue sur leurs préférences étrangères et sur l'approbation, le clivage ne se situe pas au niveau des Musulmans et des Chrétiens mais plutôt entre les Chiites et les autres, plus spécialement entre les partisans de Nasrallah et de Berri et tous les autres libanais[80].

Démocrates par conviction et encore plus, par nécessité

> *« Pensez à un pays dans lequel vous aimeriez vivre. Laquelle des hypothèses suivantes vous semblent la meilleure pour le pays ? »*

	2002	2006
Un parti qui unifie le pays *Ou* *Plusieurs partis parmi lesquels les citoyens seront libres de choisir*	57	68
Les juges qui suivent les directives du gouvernement *Ou* *Des juges qui ne suivent que les lois sans prêter oreille au gouvernement*	80	72
Une censure de la presse pour empêcher une propagande qui pourrait causer des soulèvements *Ou* *Une presse libre qui peut critiquer les politiciens comme elle veut*	70	68

Les chiffres sont en %

Comme en 2002, en 2006 plus que les deux tiers des sondés avaient des vues démocratiques contrairement à une petite minorité. Le taux d'acceptation d'un système multipartite a considérablement augmenté alors que le soutien à un système judiciaire indépendant a baissé.

[80] 72% des partisans de Michel Aoun considèrent l'influence de l'Iran et de la Syrie comme négative. Il serait intéressant de voir si l'alliance de Aoun avec le Hezbollah influencera cette opinion dans les sondages futurs.

Qui sont les partisans d'un système à parti unique ? Ils sont représentés parmi les femmes et les retraités et cette vue est plus commune parmi les personnes âgées que parmi les jeunes sondés[81]. Ils constituent 35% des Musulmans et 27% des Chrétiens.

Un système judiciaire obéissant est surtout fortement soutenu parmi les fonctionnaires et les forces armées (45%), les petits entrepreneurs (42%), les paysans (39%), les chômeurs (38%) ainsi que parmi les plus âgés[82] et les instruits[83]. Il n'existe pas de différences significatives en fonction de l'affiliation religieuse ou communautaire.

La censure de la presse trouve le moins de sympathie parmi les jeunes et est en relation inverse avec l'éducation[84]. Elle est soutenue par 34% des Musulmans et 29% des Chrétiens – le plus fortement par les Chiites (42%) et le moins fortement par les Druzes (15%).

En bref : un peu moins qu'un sondé sur 3 n'a pas de convictions démocratiques et un quart aussi n'a pas convenu avec la déclaration suivante :

> *« Les élections manipulées sont acceptables afin que le meilleur candidat pour le pays gagne »*

Un taux supérieur à la moyenne de 46% de paysans et 40% de petits entrepreneurs sont d'accord tout comme 28% des fonctionnaires.

En supposant qu'ils soient plus ou moins démocratiques, quel système économique et quelle politique sociale les libanais souhaitent–ils voir s'établir en 2006 ?

Le Liban a toujours été synonyme de l'économie du laissez-faire. Cependant en 2002, 51% seulement de la population active étaient en faveur de la propriété privée des moyennes de production. Ce chiffre a augmenté pour atteindre 58% en 2006. Cependant, 42% aimeraient voir l'Etat prendre en charge l'économie et le fait que cette dernière inclue une proportion au–dessus de la moyenne du groupe des sondés les moins âgés, ce qui ne plaira pas aux économistes du marché. L'éducation constitue un facteur insignifiant au niveau statistique mais il existe une distinction claire entre les Musulmans et les Chrétiens : 62% de ces derniers sont en faveur d'une économie du marché contre 53% des Musulmans.

Une majorité des trois quarts est en faveur de politiques économiques et sociales visant à promouvoir l'égalité.

> *« Quel est le meilleur pour le pays dans lequel vous aimeriez vivre ?*
>
> *Une politique qui vise à établir autant d'égalité que possible entre les salaires, les conditions de vie et les opportunités d'éducation,*
> *Ou*
> *Une politique qui permet à ceux qui travaillent dur de gagner plus et de vivre mieux que les autres ? »*

---

[81] 28% (les plus jeunes) – 30% - 33% - 43% (les plus âgés)
[82] 19% (les plus jeunes) – 27% - 34% - 36% (les plus âgés)
[83] 31% (aucune scolarisation) – 26% - 29% - 23% - 20% (diplômes universitaires)
[84] 41% (aucune scolarisation) - 35% -37% - 32% - 28% (diplômes universitaires)

En 2006, comme déjà en 2002, 75% ont choisi la première option. Et parmi eux, les chômeurs (83%) et les petits entrepreneurs sont surreprésentés tout comme les retraités, les paysans, les fonctionnaires, et même les professions libérales et les personnes qui travaillent pour leur propre compte. Selon l'affiliation communautaire, le soutien à l'égalité est le plus fort parmi les Druzes (89%) et les Chiites (84%).

Il est évident que la crise économique a miné cette conviction dans la supériorité d'un système de libre échange et dans la sagesse des politiques du laissez-faire. Naturellement, ceci influence aussi le choix par le peuple du gouvernement.

« Lequel préfèreriez-vous :

Un gouvernement honnête et propre qui gouverne d'une main ferme
Ou
Un gouvernement qui est peut être quelque peu corrompu mais respecte les libertés? »

Déjà en 2002, les deux tiers des sondés étaient en faveur d'un gouvernement propre et ferme ; en 2006, 85% partageaient cette opinion. Juste 15% voulaient davantage de libertés même si un certain degré de corruption était inévitable. Il est impossible d'éviter la conclusion que l'indignation vis-à-vis de l'injustice et de la corruption perçues défie les convictions libérales de la société libanaise. Cette indignation peut être retrouvée sans aucune différence significative à tous les niveaux d'éducation et de revenu dans toutes les communautés ; elle est seulement plus élevée de manière significative parmi les Chiites. Le choix d'un gouvernement propre qui gouverne avec une poigne de fer est en relation directe avec le niveau d'éducation[85].

Sur cette toile de fond, quelles sont les opinions et les attitudes vis-à-vis du système libanais actuel du gouvernement et des alternatives possibles ?

« Il existe plusieurs pays comme le nôtre, qui comprennent une variété de groupes différents – groupes de langue, groupes religieux, groupes ethniques et autres. Et tous ces pays ont des systèmes différents de gouvernement et il y a des opinions différentes vis-à-vis du meilleur système. Nous voudrions porter à votre connaissance certaines de ces opinions, Prière de nous dire laquelle de ces opinions pensez–vous acceptable ou inacceptable pour le Liban. »

[85] Pour la première option : 72% (aucune scolarisation » - 83% - 86% - 84% - 87% (diplômes universitaires)

	1987	2002	2006
« Le pays doit être divisé et chaque groupe devra fonder son propre Etat »	4	11	9
« Le groupe le plus fort devrait gouverner et les autres groupes devraient accepter ce que ce groupe décide »	20	8	6
« Le groupe qui est le plus fort au niveau numérique devrait gouverner et les autres groupes doivent accepter ce que ce groupe décide »	6	12	10
« Un seul groupe devrait gouverner et les groupes à qui cette situation ne plaît pas devraient quitter le pays »	10	9	6
« Un parti unique que tout le monde pourrait rejoindre devrait gouverner sans opposition »	35	28	33
« Chacun vote pour le parti de son choix. Les partis qui gagnent forment le gouvernement et les autres partis restent dans l'opposition »	71	54	51
« Chacun vote pour le parti qu'il veut mais le gouvernement devrait être formé sur le principe que tous les groupes doivent partager le pouvoir[86]	80	65	68

Le taux d'acceptation est en %, arrondi

Le taux d'acceptation de la partition était plus élevé après la guerre civile que durant cette guerre, mais il a baissé de nouveau ces dernières années. Le soutien à cette option est légèrement au – dessus de la moyenne parmi les Chrétiens de toutes les communautés et bien inférieur parmi les Chiites (5%).

La disposition à accepter la domination du groupe le plus fort a aussi faibli et il n'existe pas des différences significatives en fonction de la religion ou de la communauté.

En 2006, un sondé sur 10 était préparé à accepter la domination du groupe le plus large. Le taux d'acceptation de ce concept est supérieur à la moyenne parmi les Sunnites (15%) et au–dessous de la moyenne parmi les Chiites (9%) alors que 1% uniquement des Druzes le trouve acceptable.

Le soutien à une forme extrême de domination – si ça ne vous plaît pas, partez –peut être retrouvé dans tous les groupes sans aune distinction socio structurelle mais il est aujourd'hui à ses plus bas niveaux.

En revanche, le tiers de tous les sondés accepte le système à parti unique. Le soutien à ce concept est bien au – dessus de la moyenne à Bourj El Barajneh (86%), à Jnah et Ouzaï (75%), à Tarik Al Jadida (50%) et dans les banlieues de l'Est. Il n'existe pas de différences significatives en fonction de l'âge, de l'éducation ou de la communauté.

En 2006, une majorité des sondés a approuvé le système de la démocratie majoritaire alors que le soutien au système libanais traditionnel de la démocratie proportionnelle a augmenté pour passer à plus des deux tiers. Dans les 2 cas, il n'existe pas de différences significatives entre les Musulmans et les Chrétiens mais plutôt entre les communautés individuelles. De manière remarquable, 56% des Maronites acceptent la démocratie

[86] En 1987, l'article disait : « Etant donné la nature de la société libanaise, toutes les décisions politiques importantes doivent obtenir le consentement de toutes les grandes communautés ». La nouvelle formulation a été choisie pour faciliter les comparaisons internationales

majoritaire contre 46% seulement des Chiites. La conclusion selon laquelle le taux d'acceptation du système libanais est en relation inverse avec l'âge[87] est également remarquable.

En 2002 et 2006, le sondage n'a pas posé des questions uniquement sur l'acceptabilité des différents types de gouvernement mais il s'est penché aussi sur l'examen des alternatives qui seraient selon les sondés la meilleure solution. Les réponses se sont réparties de la manière suivante :

	2002	2006
La partition	4	4
La domination du groupe le plus fort	1	1
La domination du groupe le plus grand	2	2
La domination extrême d'un seul groupe	2	1
Un système à parti unique	9	17
La démocratie majoritaire	2	17
La démocratie consensuelle (la représentation proportionnelle)	35	44
La démocratie majoritaire ou la représentation proportionnelle	4	-
Autres réponses doubles	4	-
Pas de réponses	18	14

Six sondés sur 10 en 2002 et en 2006 pensent que l'une des options démocratiques comme étant la meilleure solution. Parmi les options non démocratiques, le soutien à un système à parti unique a presque doublé et au Liban, il existe une majorité solide, mais nullement écrasante, en faveur de la démocratie. Plus de sondés sont en faveur de la représentation proportionnelle que de la démocratie majoritaire comme la solution la plus adéquate.

L'âge joue un rôle dans ces préférences et celle d'un système à parti unique est en relation directe avec l'âge[88]. La démocratie majoritaire est surtout soutenue par la tranche d'âge 25 – 34 ans[89]. L'acceptation d'une forme de démocratie qui donne à tous les groupes une part au pouvoir est en relation inverse avec l'âge et attire une majorité bien claire parmi des jeunes de moins de 35 ans[90]. Le système libanais ne préoccupe pas ce qui occupe l'avant scène mais ceux qui y entrent.

Outre l'âge, l'appartenance communautaire constitue aussi un déterminant important de la préférence du gouvernement.

[87] Le taux d'acceptation d'un « gouvernement conjoint » : 76% (les plus jeunes) - 73% - 61% - 60% (les plus âgés)
[88] 11% (les plus jeunes) - 15% - 26% - 30% (les plus âgés)
[89] 21% (les plus jeunes) - 23% - 17% - 17% (les plus âgés)
[90] 55% (les plus jeunes) - 54% - 50% - 50% (les plus âgés

	Système à parti unique	Démocratie majoritaire	Partage du pouvoir
Sunnites	18	22	50
Chiites	18	17	56
Druzes	30	24	38
Maronites	17	24	51
Grecs orthodoxes	26	13	49
Grecs catholiques	16	18	52
Arméniens	33	5	62
Moyennes	19	20	52

Les chiffres sont en %, arrondi

Le partage du pouvoir attire le plus grand taux d'acceptation dans toutes les grandes communautés. A l'exception des Druzes, presque la moitié des sondés dans tous les groupes estime que c'est la meilleure solution comme parmi 56% des Chiites. Presque le quart des Maronites et des Druzes et 1 Sunnite dur 5 préfèrent la démocratie à majoritaire simple. Un peu moins que 1 Druze sur 3 et un quart des Sunnites, des Chiites et des Maronites à savoir, les communautés qui ont des partis revendiquant le leadership, pensent qu'un système à parti unique est la meilleure solution.

Il existe des différentes intéressantes dans le choix du système le plus approprié entre les partisans des différents politiciens. Le système de l'option d'un état à parti unique est au – dessus de la moyenne parmi les admirateurs de Joumblat (32%), de Berri et de Aoun (25% chacun). La démocratie majoritaire est particulièrement approuvée par les partisans de Frangieh (35%) et de Joumblat (26%). L'acceptation du partage du pouvoir est la plus prononcée parmi les partisans de Berri (59%), de Nasrallah (56%) et de Hariri/Siniora (55%).

Le paysage parmi les membres déclarés des partis est de nouveau différent. Le soutien d'un Etat à parti unique est bien au–dessus de la moyenne parmi les membres du MPL (30%), du mouvement Futur (29%) et en particulier le PSNS et le Baath (36%)[91]. Ceux qui s'opposent à la démocratie compétitive sont les plus retrouvés parmi les membres du PSP (45%), les Marada (39%) et le mouvement Futur (29%)[92]. L'acceptation d'un système de partage de pouvoir est la plus forte parmi les membres de Amal (68%), des Forces Libanaises (55%) et du PC (78%). De manière remarquable, 33% seulement des membres du Futur sont en faveur de cette option contrairement aux opinions des partisans de Hariri et de Siniora en général.

Les réponses aux indications suivantes souligne qu'il existe une pluralité en faveur du partage du pouvoir pour des raisons de nécessité plutôt que de conviction :

[91] Cependant, aucun membre du parti communiste dans notre échantillon n'est en faveur de ce concept.
[92] Parmi les membres de Amal (7%), du MPL et du Hezbollah (14% chacun), le soutien à une démocratie majoritaire est bien au – dessous de la moyenne.

	1981	1984	1986	1987	2002	2006
« Etant donné la nature de la société libanaise, les décisions importantes doivent obtenir le consentement de toutes les grandes communautés »	*	*	*	80	77	90
« Le Liban n'aura un gouvernement fort et uni que lorsque des représentants authentiques de toutes les communautés partageront le pouvoir »	69	79	73	66	72	86

Le taux d'acceptation en %, arrondi * entre 70% et 80%

Les caractéristiques sociales sont insignifiantes au niveau statistique dans la première de ces déclarations[93]. En 2006, pas moins que 9 sondés sur 10 étaient d'accord et ce taux d'acceptation était aussi fort parmi les Musulmans que les Chrétiens et supérieur à la moyenne parmi les Chiites avec (94%). Entre 1981 et 1987, les deux tiers des sondés au moins étaient d'accord avec la deuxième déclaration et en 2006 ils étaient plus que 4 sur 5[94]. Ceci est encore plus haut que le niveau de soutien à une représentation proportionnelle –sans parler du pourcentage des personnes qui la considèrent comme la meilleure solution – et plus élevé que le pourcentage des sondés qui, à travers leur soutien à une démocratie multipartite et à la liberté de la presse, se sont révélés de vrais démocrates.

En bref : les libanais sont en faveur d'un système d'un partage démocratique du pouvoir parce qu'ils ne voient pas une autre alternative. Une majorité d'entre eux sont démocrates par conviction et une majorité encore plus grande l'est par nécessité.

[93] Le taux d'acceptation est en relation uniquement avec l'âge : 87% (les plus jeunes) - 91% - 91% - 96% (les plus âgés)

[94] Le taux d'acceptation est aussi en relation avec l'âge : 81% (les plus jeunes) - 89% - 87% - 92% (les plus âgés)

Perspectives de la coexistence

« Pensez – vous qu'il soit possible de changer un système accepté pour des raisons de nécessité ? »

	1987	2002	2006
« Peut–être ceci n'a pas l'ère d'une changement, mais il est possible que le système politique puisse être changé dans le futur proche »	35	50	77
« La force des différentes communautés rend un changement fondamental à long terme du système politique impossible »	52	62	71

Le taux d'acceptation est en %, arrondi

Les déclarations se contredisent à un certain degré : la première exprime un désir alors que la deuxième donne un aperçu. Le taux d'acceptation de ces deux déclarations a augmenté depuis 2002 mais pour la première fois, le désir est plus fort que l'aperçu d'un petit pourcentage.

Les sondés sont similairement ambivalents dans leurs réponses aux déclarations suivantes, qui ont été présentées pour la première fois en 2006 :

« Le système souffrait de vices depuis son établissement parce qu'il institutionnalise la séparation des différentes communautés. Pour cette raison, il devrait être remplacé par un système plus approprié pour un pays qui aspire à la modernité »	83
« Les libanais ont atteint un degré de maturité qui les aide à surmonter l'isolation communautaire et nous serons capables d'édifier un nouveau système politique dans l'avenir proche »	78
« Advienne que pourra, nos communautés sont enracinées dans la société et ne vont pas disparaître. A long terme, leur pouvoir et leur résilience empêcheront tous les changements importants »	76
« Etant donné la réalité de la société libanaise, ce système est acceptable et s'il est correctement appliqué, il peut réussir »	75

Le taux d'acceptation est en %, arrondi

Le désir de changer le système[95] (lié aux rationalisations positives telles que la modernité et la maturité) et la foi en sa possibilité[96] trouve une acceptation parmi 4 sondés sur 5.

[95] Le taux d'acceptation est au – dessus de la moyenne parmi les Druzes (94%) et les Chiites (88%)

[96] Il n'existe pas de différences importantes entre les Musulmans et les Chrétiens en général. Les Druzes (86%) et les Maronites (81%) sont au – dessus de la moyenne alors que les Chiites (73%) sont au – dessous de la moyenne

Mais les trois quarts sont conscients de la réalité sociale du système[97] et autant perçoivent le système libanais comme un système acceptable si ses règles sont respectées[98]

	1981	1984	1986	1987	2002	2006
« Pendant la crise, les régions ont dû se débrouiller toutes seules. Peut–être la décentralisation économique est-elle une bonne chose[99] »	52	61	46	31	50	78
« La coexistence entre les communautés serait plus facile si chacune d'elles avait sa propre région »	*	23	25	18	28	48
« Quelle que soit la solution politique, le Liban devrait rester une seule entité économique »	*	86	85	70	90	96

Le taux d'acceptation est en %, arrondi. * non interrogé.

En 2006, la « décentralisation économique » n'avait plus la même connotation que «décentralisation » sans adjectif, qui était en temps de guerre au Liban associé à la partition ou à la division de pays en « cantons ». Aujourd'hui, ce concept est accepté par presque 4 sondés sur 5[100].

Le soutien d'une idée d'une région séparée pour chaque communauté a augmenté d'un quart des sondés en 2002 à presque la moitié en 2006. 52% des chrétiens sont d'accord comme 45% des musulmans. Le soutien à l'idée que chaque communauté ait sa propre région est au dessus de la moyenne est à Jezzine (92%), à Saida et Nabatieh/Zahrani. A Beyrouth, non seulement les habitants des Achrafieh (69%) et des quartiers Est (61%) trouvent ce concept attirant, mai aussi ceux de Jnah et de Ouzai. Les sondés à Baalbeck/Hermel, Tripoli et la Békaa sont enclins à le désapprouver tout comme les habitants de la plupart des districts de Beyrouth Ouest et de la Banlieue Sud.

Bien qu'un libanais sur 2 trouve l'idée d'une région séparée pour les communautés religieuses attirante, presque aucun n'est disposé à renoncer à l'unité économique du pays.

Comment les libanais perçoivent-ils la relation entre la religion et la politique ?

---

[97] Le taux d'acceptation est en relation directe avec l'âge : 72% (les plus jeunes) – 76% - 78% - 82% (les plus âgés). Il n'existe pas de différences importantes entre les Musulmans et les Chrétiens. Le taux d'acceptation est supérieur à la moyenne parmi les Arméniens (91%), et les Druzes (84%).

[98] Là aussi le taux d'acceptation est en relation avec l'âge : 67% (les plus jeunes) – 77% - 77% - 81% (les plus âgés). Ce taux est au – dessus de la moyenne parmi les Maronites (83%) et les Chiites (78%) et inférieur à la moyenne parmi les Sunnites (68%) et les Druzes (69%)

[99] En 2006, la déclaration a été changée en introduisant le mot économique après décentralisation.

[100] Légèrement plus fréquemment par les Chrétiens que par les Musulmans et bien au dessus de la moyenne par les habitants de Jbeil (92%) de Saida (91%) et de Nabatieh (90%) et de Jezzine (100%). Dans le quartier d'Achrafieh à Beyrouth, ce concept est accepté par 85% et à Bourj el Barajneh, à Jnah et à Ouzai par 100% des sondes

	1981	1984	1986	1987	2002	2006
« On ne devrait pas mélanger la religion et la politique »	84	84	87	93	78	79
« La meilleure solution pour le dilemme présent du Liban est un Etat et une société complètement séculaires »	*	75	52	63	57	65
« Chaque libanais devrait avoir le droit de se joindre à une communauté sécularisée qui ait les mêmes droits que les autres communautés – droit civil personnel, représentation politique, etc. »	*	*	*	50	54	70
« Peu importe ce que l'on veut, la sécularisation ne semble pas avoir une chance au Liban. L'appartenance à la communauté est une réalité que l'on doit accepter »	*	*	*	54	64	69

Le taux d'acceptation est en %, arrondi. * Non interrogé.

Cette formulation générale sur la désirabilité de séparer la religion de la politique jouit d'un grand soutien. Le taux d'acceptation parmi les Chiites est au dessous de la moyenne avec 71%, qui reste néanmoins une majorité, mais il fait face à une minorité qui n'a aucun inconvénient à considérer la religion et la politique comme un tout unifié.

Moins de soutien est accordé à des concepts précis tels que la sécularisation totale de l'Etat et de la société, ce qui va au-delà du désir général de séparer la religion de la politique. Mais ils existe un plus haut taux d'acceptation en 2006 qu'en 2002 : presque 2 sondés sur 3 sont en faveur de cette idée. Le soutien est le plus fort parmi les Chrétiens (69%) que parmi les Musulmans et au dessus de la moyenne parmi les Druzes (85), les Grecs Orthodoxes et les Grecs Catholiques (74% chacun), les Chiites (70%) et les Maronites (68%) mais bien au dessous de la moyenne parmi les Sunnites (46%).

Les attitudes vis-à-vis de la création d'une communauté séculaire qui aurait les mêmes droits que les communautés religieuses, et que les gens pourraient rejoindre volontairement sont particuliers intéressantes. Cette proposition ne va pas aussi loin qu'appeler à un Etat entièrement séculaire mais elle rend l'appartenance aux communautés religieuses facultative – liberté de choix pour chaque individu et l'opportunité d'une transition progressive pour la société en général. Le soutien de cette proposition a considérablement augmenté depuis 2002 ; pour la première fois, une bonne majorité de 70% est en faveur de ce concept. Les Druzes (80%) et les Grecs Orthodoxes (77%) sont fortement représentés alors que les Maronites et les Grecs Catholiques sont à peine surreprésentés, les Chiites légèrement sous représentés et les Sunnites (63%) fortement sous représentés bien que cette majorité demeure une majorité évidente.

Bien que les autorités religieuses au Liban aient toujours unanimement rejeté cette proposition de faire un premier pas concret vers la sécularisation, il apparaît possible de gagner une majorité parmi les citoyens libanais à cet égard. Ceci s'applique aussi aux

membres des partis politiques les plus importants : le taux d'acceptation parmi les membres de Amal et du MPL est de 91%, le PSP 74%, le Futur 68%, les Marada 63% et les FL 61% ; il est de 54% parmi les membres Hezbollah, une majorité plus étroite mais il n'en demeure pas moins que c'est une majorité[101].

Malgré cela, les deux tiers des sondés sont résignés, indépendamment du choix personnel, à accepter l'appartenance à la communauté avec toutes ses conséquences comme une réalité de la vie. Mais comment les libanais perçoivent-ils l'existence entre ces communautés, et avec les différences de quelle communauté pensent-ils qu'ils doivent vivre?

	1984	1986	1987	2002	2006
"Au cours des dernières années[102], des choses horribles ont eu lieu. Je crains que ceci ne rend la coexistence entre les communautés très difficile"	48	44	21	43	47
"Malgré les récents événements terribles, je pense que la coexistence entre les communautés est toujours possible"	82	79	86	80	89

Le taux d'acceptation est en %, arrondi

De manière remarquable, en 2006 autant des sondés que dans les pires années de la guerre, en 1984 et 1986, pensent que la coexistence est devenue plus difficile. Cette opinion est partagée par un taux au dessus de la moyenne de Chiites avec 52%. La question de voir entre quelles communautés les relations sont perçues comme difficiles doit rester ouverte[103] mais en dépit de ceci, 9 sondés sur 10 pensent que la coexistence est possible dans l'avenir.

Que pensent les gens de la balance du pouvoir, du militantisme et de la résignation pacifique ?

	1987	2002	2006
"Dans la lutte entre les différentes communautés de notre pays, nous sommes tous perdants"	77	83	82
"Dans la situation actuelle et étant donné la force de différentes communautés, il est nécessaire de rechercher un compromis et de parvenir à un certain accord »	92	80	87

Le taux d'acceptation est en %, arrondi

[101] 9/10 des membres du fait SSNP et du parti Baath sont d'accord avec cette proposition tout comme 83% des communistes

[102] Dans les sondages pendant les années de guerre : "Au cours des derniers mois, …"

[103] Il est frappant de voir que le taux d'acceptation de cette déclaration est particulièrement élevé dans les districts de Beyrouth dans lesquels il y a eu des affrontements entre les Chiites et les Sunnites à la fin de l'année 2006: Tarik al Jadida (100%) et Chiyah-Ghobeiry (61%)

Les conclusions de 2006, et avant celles de 2002, démontrent qu'une grande majorité a tiré des leçons de la guerre. Plus que 4 sondés sur 5 conviennent que tout le monde perd lorsque les communautés se fond la guerre[104]. La prise de conscience du besoin de faire des compromis n'est pas aussi forte qu'elle l'était pendant les années de guerre mais elle reste cependant acceptée par environ 9 libanais sur10.

Les opinions diffèrent beaucoup plus largement sur les causes externes et internes des conflits au Liban.

	1984	1986	1987	2002	2006
"Même si les étrangers n'interviennent pas dans les affaires libanaises, il serait difficile de parvenir à une entente; il est possible que les conflits entre les groupes hostiles libanais se déclenchent de nouveau"	*	*	50	66	63
"Si les étrangers se mettent de côté, les conflits au Liban ne finiront jamais par la victoire ou la défaite d'une partie quelconque"	*	*	56	70	75
"Malgré tout ce qui c'est passé, les libanais peuvent parvenir à un accord entre eux même si les forces étrangères arrêtaient d'intervenir dans nos affaires"	79	69	75	79	83

Le taux d'acceptation est en %, arrondi * Non interrogés

En 2006, presque les deux tiers pensaient que le conflit entre les groupes hostiles libanais étaient possible mais les trois quarts étaient convaincus qu'un tel conflit ne se terminerait pas par la victoire ou la défaite d'un groupe quelconque et 4 sur 5 pensent que si les étrangers restent loin, les libanais pourraient parvenir à un accord entre eux.

Plus de Chrétiens (66%) que de Musulmans (60%), croient en la possibilité que le conflit interne se renouvelle. Mais plus de Musulmans que des Chrétiens sont convaincus que dans un tel conflit il n'y aurait pas de gagnant[105]. Plus de Musulmans sont aussi convaincus que l'accord entre les libanais est possible[106].

Finalement, nous nous penchons sur quelques opinions et attitudes fondamentales pour la coexistence entre les différents groupes et communautés.

[104] Malgré la corrélation directe avec l'âge, 78% des plus jeunes qui n'ont pas connu la guerre sont aussi d'accord. Le taux d'acceptation est légèrement plus élevé parmi les Chrétiens (84%) que parmi les Musulmans (79%). Il n'existe pas de différences importantes selon la communauté religieuse.
[105] Musulmans 77%, Chrétiens 72%
[106] Musulmans 67%, Chrétiens 81%

	1981	1984	1986	1987	2002	2006
"Que nous voulions ou pas, lorsque différents groupes linguistiques, religieux, ethniques ou raciaux vivent dans le même pays, ils doivent soit dominer soit être dominés"	*	*	*	53	60	59
"Des groupes religieux, ethniques, de langue ou de race très différents peuvent vivre ensemble dans le même pays, s'accepter et respecter les droits les uns des autres"	*	*	*	70	86	89
"Un pays formé de groupes avec différentes traditions s'en trouve enrichi et sa société en bénéficie"	*	*	*	64	80	88
"Les religions monothéistes telles que le Christianisme et l'Islam croient dans le même Dieu et inculquent des principes éthiques et sociaux similaires »	92	82	88	91	81	77
"Un bon ami est un bon ami, qu'il s'appelle Georges ou Mohamed"	96	96	96	98	92	96

Taux d'acceptation en %. * Non interrogé

La conviction que les gens doivent soit dominer soit être dominés s'est renforcée dans le Liban d'après-guerre pour se stabiliser autour de 60% au cours de 5 dernières années. Elle est particulièrement forte parmi les Chrétiens (65%) mais elle est aussi partagée par une majorité des Musulmans (55%)[107] . Entre 2002 et 2006, la vue selon laquelle différents groupes devraient s'accepter et se respecter a enregistré un progrès[108]. La proportion de ceux qui sont convaincus que la diversité culturelle enrichit un pays a augmenté de manière considérable[109].

En 2006, moins de sondés qu'en 2002 et moins que pendant les années de guerre conviennent que l'Islam et le Christianisme ont beaucoup de points en commun. Ceci dit, plus que le trois quarts sont en toujours convaincus[110]. Plus de sondés en 2002 pensent que l'amitié à travers les barrières religieuses est possible : 96% de tous les sondés, et 98% des Chiites pensent que Mohamed peut avoir un ami qui s'appelle Georges et vice versa.

[107] Elle est en relation directe avec l'âge : 55% (les plus jeunes) – 61% - 61% - 65% (les plus âgés). Les trois quarts des Grecs Orthodoxes sont d'accord mais uniquement la moitié des Chiites.
[108] Les Chrétiens sont au –dessous de la moyenne (87%) et les Musulmans au–dessus de la moyenne (91%)
[109] Il n'existe pas de différences entre les Chrétiens et les Musulmans bien qu'il en existe entre les communautés individuelles : les Arméniens (96%), les Druzes (93%) et les Chiites (90%) expriment une acceptation au – dessus de la moyenne alors que les Sunnites enregistrent un taux légèrement en – dessous de la moyenne.
[110] Ceci inclue un nombre disproportionnellement large de Sunnites (87%) et bien moins de Maronites (77%), des Druzes (70%) et de Grecs Catholiques (72%)

En résumé : presque 4 libanais sur 5 pensent qu'un autre système politique est en effet possible mais autant de sondés pensent aussi que ceci n'arrivera jamais. Presque 4 sur 5 sont en faveur de la décentralisation économique et presque la moitié voudrait voir des régions séparées établies pour chaque communauté. Pratiquement, tous veulent maintenir l'unité économique du pays.

4 sur 5 sont en faveur de la séparation de la politique et de la religion et les deux tiers préfèrent un Etat et une société séculaire. 7 sondés sur 10, une augmentation remarquable en comparaison avec les résultats précédents, soutiennent la création d'une communauté séculaire facultative. Mais presque autant de sondés sont résignés à l'inévitabilité d'appartenir à une communauté religieuse.

Presque la moitié des sondés croit que la coexistence entre ces communautés est devenue plus difficile mais 9 sur 10 pensent qu'une telle coexistence reste possible. Les gens ont tiré des leçons de la guerre : 8 sondés sur 10 sont convaincus que dans le cas d'un conflit entre les communautés, tout le monde perdra. Ainsi, 9 sondés sur 10 sont convaincus qu'un compromis est inévitable.

La tolérance culturelle est élevée et la diversité est perçue comme un trésor. Une large majorité reconnaît les dénominateurs communs entre l'Islam et le Christianisme et une majorité encore plus large convient que l'amitié est possible à travers les barrières religieuses.

La question posée au début peut trouver maintenant une réponse. Tous les résultats du sondage de 2006 – comme les sondages précédents – indiquent que les libanais veulent une nation. *E pluribus unum*? Les résultats sur les liens des individus avec leur communauté et avec les opinions politiques ancrées dans ces communautés suggèrent que bien que la nation libanaise soit unie – pour des raisons de convictions politiques et plus encore de nécessité – elle n'en demeure pas moins en même temps une nation pluraliste.